

Le Régime des Capitulations et la Condition des Étrangers au Maroc

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Es-Sciences politiques et économiques)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Vendredi 4 Mars 1921, à 3 h. 1/2 du soir

PAR

Arnaud DE CROUZET-RAYSSAC

Président : M. PILLET, Professeur.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. PERREAU, Professeur.} \\ \text{M. BASDEVANT, Agrégé.} \end{array} \right.$

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU et C^{ie}

ÉDITEURS

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

—
1921

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

Le Régime des Capitulations et la Condition des Étrangers au Maroc

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Es-Sciences politiques et économiques)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Vendredi 4 Mars 1921, à 3 h. 1/2 du soir

PAR

Arnaud DE CROUZET-RAYSSAC

Président : M. PILLET, Professeur.

Suffragants : { *M. PERREAU, Professeur.*
M. BASDEVANT, Agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU et C^{ie}

ÉDITEURS

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

1921



INTRODUCTION

Les spécialistes des questions marocaines avaient coutume de dire, avant la guerre, que l'Empire Chérifien était un pays de protectorat sur lequel pesait une lourde hypothèque internationale, caractérisée, entre autres inconvénients, par la persistance du régime des Capitulations. Et l'opinion publique faisait volontiers grief de cette situation à l'Allemagne seule, à l'Allemagne du toast de Tanger, de la Conférence d'Algésiras, des tractations Congo-Maroc, à l'Allemagne des Ficke et des Mannesmann. En sorte qu'à la suite de notre victoire, une bonne partie de l'opinion doit être persuadée que nous avons obtenu, à Versailles, main levée totale de l'hypothèque marocaine et qu'une étude du régime des Capitulations n'offre plus maintenant qu'un intérêt purement rétrospectif.

La réalité ne se présente cependant pas ainsi. S'il est vrai que la guerre nous a valu l'abrogation des Capitulations, en ce qui concerne certains pays et, notamment, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, s'il est vrai que l'Empire du Maghreb est maintenant à l'abri des intrigues

et des emprises allemandes, par contre l'Acte d'Algésiras, « Charte du Maroc international », n'a jamais été formellement abrogé ; et, en ce qui concerne plus particulièrement le sujet de notre étude, nous n'avons pas encore pu obtenir de nos plus puissants amis et alliés les renonciations aux Capitulations que nous avons imposées aux vaincus.

Il serait faux toutefois de conclure dès lors que la France, au Maroc, n'a rien retiré de sa victoire : notre concurrent politique le plus dangereux est à jamais évincé de l'Empire Chérifien, car il y a des déchéances trop profondes et trop éclatantes pour que leur souvenir puisse s'effacer rapidement dans la mémoire des Marocains ; notre Protectorat est définitivement assis et l'épreuve de la guerre le laisse grandi moralement et agrandi territorialement ; enfin, le Maroc tend de plus en plus à devenir terre française par l'immigration croissante de nos nationaux, de leurs énergies et de leurs capitaux.

L'afflux d'éléments étrangers très variés se fait également sentir. C'est un stimulant pour notre jeune Protectorat sans former pour cela un danger, en raison de la prépondérance toujours plus sensible de l'élément français ; et la diversité des races qui viennent s'amalgamer dans le creuset bouillonnant d'où sortira le nouveau Maroc constitue un phénomène des plus curieux à observer : chaque race apporte à l'âpre bataille économique qui se joue en terre Maghrebine ses qualités ou ses infériorités propres et l'on voit se dessiner, par nationalités, une sélection, une division du travail comparables à ce qui

se produit autre part entre les membres d'une société homogène.

Au point de vue juridique, cette variété ethnique donne naissance à des classes différentes d'individus (1) : l'objet de notre étude sera d'examiner le régime applicable à chacune d'elles ; quant au champ de nos investigations, il se bornera à la zone française du Protectorat.

Nous nous proposons donc d'étudier, dans le ressort de cette zone, le statut du Marocain à travers le régime des Capitulations et celui de l'étranger à travers l'organisation politique, judiciaire et administrative de notre Protectorat. Nous essaierons, autrement dit, de dégager la Charte, multiple et variée, de l'individu dans le Maroc du xx^e siècle rénové par la « Paix Française ».

(1) Nous verrons, au cours de cette étude, que le régime politique et juridique applicable varie suivant que l'on a affaire à un Français, à un étranger ressortissant d'une nation n'ayant pas renoncé aux Capitulations, à un étranger ne jouissant pas des privilèges capitulaires, à un Marocain protégé ou ancien protégé d'une puissance, ou enfin à un indigène de droit commun.

PREMIÈRE PARTIE

LE RÉGIME DES CAPITULATIONS

CHAPITRE PREMIER

Notions générales sur le fonctionnement du Régime des Capitulations au Maroc

I. — *Définition.* — Le régime des capitulations est l'ensemble des règles applicables et des privilèges conférés aux représentants et ressortissants des nations de civilisation chrétienne résidant sur le territoire de l'Etat marocain, ainsi qu'à leurs protégés et associés agricoles.

L'expression « nation de civilisation chrétienne » a été choisie intentionnellement : d'abord parce que, en fait, il n'y a que les nations européennes et les Etats-Unis d'Amérique qui aient bénéficié ou bénéficient encore du régime des Capitulations ; ensuite, parce que l'on ne

peut comprendre la vraie nature des Capitulations au Maroc, et de toutes les Capitulations en général, si l'on ne sait y découvrir à l'origine une différence de religion.

C'est avant tout une question de religion qui sépare la civilisation arabe de la civilisation européenne. Nous ne pouvons essayer de comprendre l'âme musulmane qu'à travers le Koran. Quant aux Arabes, nous sommes pour eux des étrangers surtout parce que nous n'appartenons pas à la communauté musulmane ; par exemple, au Maroc, dans le langage courant, le terme générique sous lequel l'indigène désigne l'Européen, et cela sans signification péjorative, est le mot « Nazrani », littéralement « Nazaréen », autrement dit « sectateur de Jésus de Nazareth ».

L'Arabe, est-il besoin de le rappeler, est essentiellement religieux. Il faut avoir vu un musulman sortir de la mosquée, son tapis de prières sous le bras et son long chapelet enroulé au poignet, l'air grave et fier comme il sied à quelqu'un qui vient de parler à Dieu face à face et sans intermédiaire, pour se rendre compte de la force d'attraction qu'exerce l'Islam sur ses adeptes. Les meilleurs musulmans, et les plus fanatiques, sont d'ailleurs ceux qui appartiennent à l'élite sociale : le savant, le lettré, le jurisconsulte est, avant tout, un initié du Koran qui résume toute la science et la sagesse humaines ; le notable est celui qui observe le mieux les rites nombreux de sa religion, parce que ses loisirs ou sa fortune le lui permettent ; enfin, c'est parmi cette élite que l'on rencontre le plus de noms commençant par le terme hono-

rifique « Hadj », signifiant que le pèlerinage de La Mecque a été accompli par l'intéressé.

II. — *Fondement des Capitulations* : Coutume ; traités bilatéraux ; conventions internationales.

Sous le bénéfice des considérations précédentes, nous verrions volontiers la cause originelle des capitulations dans le dédain, la parfaite indifférence que durent éprouver les Arabes à l'égard du statut personnel des premiers commerçants européens (1) qui vinrent résider dans les ports du Maroc : ces gens-là étaient hors la loi musulmane, ils ne paraissaient intéressants qu'au point de vue commercial ; tout ce qu'on leur demandait, c'était d'apporter d'Europe les marchandises que les musulmans, peu enclins au négoce, n'auraient su aller y chercher ; pour le reste, on les laissait complètement libres d'exercer leur religion (2) et d'appliquer à l'intérieur de leur communauté, appelée aussi « nation », leur mœurs et leurs lois propres. Il ne pouvait venir à l'idée des puissants

(1) M. Bernard, dans son ouvrage intitulé *Le Maroc*, signale que, dès le règne de Charlemagne, les villes de Marseille et de Pise créèrent des comptoirs au Maroc. Tous les auteurs sont unanimes à constater que la pénétration commerciale était faite au XI^e siècle et ils en attribuent le mérite aux républiques italiennes, Venise et Gènes notamment.

(2) Jusqu'au XVI^e siècle, la religion chrétienne, pratiquée dans le pays depuis l'occupation romaine, ne fut jamais inquiétée. M. Bernard (*op. cit.*) signale qu'un évêque chrétien fut maintenu à Fez jusqu'au XIII^e siècle, puis à Marrakech jusqu'au XVI^e siècle ; il y aurait eu également des milices chrétiennes au service des sultans jusqu'au XVI^e siècle.

khalifes qui régnaient à l'époque sur l'Espagne et le nord de l'Afrique que cette tolérance pût à la longue engendrer de graves inconvénients.

Des années passèrent ; les dynasties arabes s'écroulaient les unes après les autres et les commerçants européens continuèrent à bénéficier de leur isolement coutumier à l'égard des institutions territoriales. Aux consuls élus par les « nations » succédaient des agents officiels (1), accrédités par les Etats chrétiens dont la puissance croissante allait de pair avec le déclin de l'hégémonie arabe. Ces agents consulaires ne furent pas longs à s'apercevoir du profit qu'ils pouvaient retirer, et pour eux-mêmes et pour leurs ressortissants, des règles coutumières qui aboutissaient à donner une quasi-indépendance aux colonies chrétiennes. Ils s'empressèrent de se faire délivrer par les sultans des titres récapitulatifs des Capitulations existantes.

Dans la suite le Maroc, déchu de son ancienne splendeur, agri par ses revers et par une occupation étrangère de courte durée (2), devint xénophobe et son activité exté-

(1) M. Bernard (*op. cit.*) signale qu'un consul génois existait à Ceuta au XII^e siècle. En ce qui concerne la France, la première mission officielle envoyée au sultan aurait été celle de Pierre de Piton (1533) ; le premier Consul de France au Maroc aurait été le Marseillais Bérard, nommé en 1517 par Henri III, ; sous Louis XIV, nous avons deux consuls, l'un à Tétouan, l'autre à Salé.

(2) Au cours du XV^e siècle, les Espagnols prirent pied sur la côte septentrionale du Maroc, et les Portugais sur toute la côte occidentale, de Tanger à Mogador ; de nombreux vestiges de l'occupation portugaise subsistent encore, notamment à Azemmour, Maza-

rieure se spécialisa dans la piraterie. Lorsque les méfaits des corsaires étaient par trop insolents, une flotte européenne apparaissait sur les côtes et bombardait leur repaire. Cette démonstration guerrière précédait d'habitude l'arrivée d'un envoyé diplomatique extraordinaire chargé de négocier avec le Sultan un traité de paix et de commerce (1); le régime des Capitulations n'était, bien entendu, jamais oublié dans ce traité et l'on avait soin d'obtenir chaque fois, avec la confirmation des privilèges antérieurs, quelque avantage nouveau qui valût la peine du déplacement de la flotte et de la mission diplomatique. Ou bien, on profitait de la venue en Europe d'une ambassade marocaine pour obtenir des concessions que les plénipotentaires éblouis n'osaient refuser aux puissants

gan, Safi, Mogador. Ce furent ensuite les Turcs qui, commandés par Tarik, envahirent le Maroc au XVI^e siècle. Mais les Marocains se révoltèrent contre leurs oppresseurs; une vague de fond, dont les chérifs fondateurs de la dynastie saadienne prirent la direction, rejeta du Maroc tous les conquérants étrangers à la fin du XVI^e siècle.

(1) Les traités de paix et de commerce portaient de nombreuses clauses: trêve d'hostilités, abolition de la course, restitution réciproque des captifs, réglementation de la navigation, règles concernant le régime des Capitulations. A partir du XVII^e siècle, la France passa de nombreux traités de ce genre avec les Etats barbaresques; en ce qui concerne le Maroc, les principaux traités sont ceux du 3 septembre 1630, du 17 septembre 1631, du 29 janvier 1682 et du 28 mai 1767. Toutes ces conventions étaient précédées d'exordes solennels et emphatiques qui, tout en flattant le goût de l'Arabe pour l'ostentation, avaient peut-être pour but de faire illusion sur la précarité de leur texte, précarité découlant du principe de droit musulman en vertu duquel les actes émanant d'un détenteur du pouvoir deviennent caducs après sa mort.

monarques qui les recevaient dans tout l'éclat de leur Cour (1).

Au cours du XIX^e siècle, la piraterie ayant été définitivement vaincue, les traités de commerce proprement dits succédèrent aux traités de paix et de commerce. La plupart d'entre eux contiennent des clauses relatives au régime des Capitulations, ainsi qu'au régime spécial des protégés dont le nombre allait croissant (2). Les puissances, en quête d'expansion territoriale ou de débouchés économiques, commençaient à diriger sur le Maroc une attention convergente, à y ourdir des intrigues politiques et à y développer intentionnellement leurs intérêts économiques. Peu à peu ce pays se laissa grever par une hypothèque internationale de plus en plus lourde qui aboutit à lui faire perdre son indépendance.

La première manifestation de cette main mise internationale sur le Maroc fut la convention du 31 mai 1865, relative à l'entretien du Cap Spartel. Mais les puissances

(1) Tel est le cas du traité de Saint-Germain-en-Laye, conclu avec la France, le 29 janvier 1682, par une ambassade marocaine qui était allé demander à Louis XIV la main d'une princesse de sang royal pour le Sultan Moulay-Ismaïl, de la dynastie hilalienne actuellement régnante.

(2) Ci-joint la liste des principaux traités :
Angleterre : Traité de commerce et de navigation du 9 décembre 1856 ;

Espagne : Traité de commerce du 29 novembre 1861 ;

Allemagne : Traité de commerce du 1^{er} juin 1880 ;

France : Acte du 8 mai 1895 additionnel au traité du 28 mai 1767 ;
Convention du 19 août 1863, relative au régime des protégés.

Accord commercial du 24 octobre 1892.

n'allaient pas s'arrêter en si beau chemin : le 3 juillet 1880, la Conférence de Madrid légiférait sur le régime des protégés et les achats d'immeubles faits par les Européens au Maroc ; le 30 mars 1881, le règlement fiscal de Tanger ébauchait les règles d'un « Tertib » que personne ne devait payer (1). Enfin l'Acte d'Algésiras, en date du 7 avril 1906, faisait du Maroc ce que l'on a appelé un « communal européen », tout en ayant soin d'indiquer, dans son préambule, que cet Acte sanctionnait le « triple principe de la souveraineté du Sultan, de l'intégrité de ses états et de la liberté économique sans aucune inégalité ».

Mais le « mal européen » dont le Maroc était atteint ne pouvait qu'empirer du fait de tant de docteurs acharnés à le soigner ; en effet, la situation interne de l'Empire Chérifien s'aggrava tant et si bien, que ce pays devint l'objet d'un échange dont les tractations se firent en dehors de lui (2). Finalement, lorsque son sort eût été diplomatiquement réglé, le Maroc accepta le protectorat de la France qui, de tous les Etats européens, était son principal créancier et s'avérait comme le plus apte à le dominer et à le défendre.

III. — *Exposé du régime des Capitulations.* Nous nous proposons simplement de résumer ici les bases

(1) Le tertib est un impôt dont nous étudierons plus loin les caractéristiques.

(2) Les pires causes de la désagrégation de l'Empire Chérifien furent la gabegie financière et les abus du régime des protégés.

du régime des Capitulations au Maroc, nous réservant d'examiner plus loin comment fonctionne ce régime à l'heure actuelle.

A) LES CONSULS

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Les Consuls sont libres de toute imposition, redevance ou taxe et jouissent des immunités diplomatiques. Ceci est une règle traditionnelle au Maroc, où les Consuls ont toujours eu, et gardent encore, un caractère officiel et représentatif qu'ils n'ont pas dans les pays de chrétienté ; ils doivent toutefois payer, comme tout le monde, les taxes de consommation qui frappent les marchandises d'une façon impersonnelle ; de plus, le règlement fiscal de Tanger, en date du 30 mars 1881, les astreint à payer le Tertib lorsqu'ils sont « engagés dans l'agriculture » ; par analogie, lorsque les consuls font acte de commerce, ils ne sauraient bénéficier des exemptions fiscales.

Les Marocains nommés agents ou gérants de consulat jouissent des immunités diplomatiques (Art. IV de la Convention de Madrid).

Les immunités consulaires remontent à l'Art. X du traité franco-marocain du 17 septembre 1631 : « que, s'il arrivoit que les Consuls commissent quelque délit en leurs affaires, leur sera pardonné ». Le principe de ces immunités a été rappelé par l'Art. III du Traité de commerce hispano-marocain du 20 novembre 1861, qui stipule une

immunité absolue et une complète protection pour les agents diplomatiques et consulaires, leurs maisons et leur famille.

Les privilèges fiscaux ont également une lointaine origine. L'Art. XV du traité de Saint-Germain-en-Laye du 29 janvier 1682 est ainsi conçu : « Jouira ledit Consul de l'exemption de tous droits pour les provisions, vivres et marchandises nécessaires à sa maison », et l'Art. XI du traité de Versailles du 28 mai 1767 spécifie que les Consuls de France auront la préséance sur les autres, que leur maison sera respectée, et qu'ils ne paieront aucun droit sur les provisions ou autres effets à leur usage, même venus d'Europe.

Indiquons dès maintenant qu'en vertu du droit au traitement de la nation la plus favorisée dont bénéficient la plupart des nations européennes au Maroc, les Capitulations consenties à l'une d'elles profitent *ipso facto* à toutes les autres.

FONCTIONS DES CONSULS

1°. — *Pouvoirs de Police.*

Le Consul a la police de ses ressortissants et de leurs protégés ; il a aussi, bien entendu, celle des agents et protégés consulaires. Cette police peut s'exercer dans le sens préventif et dans le sens répressif ; c'est dire que le Consul jouit d'un pouvoir réglementaire et qu'il a le droit de sanctionner les infractions à ses ordonnances aussi bien que les infractions de droit commun. Les sanctions

qui sont à sa disposition sont la prison ou l'amende ; la force publique du consulat est composée d'un « soldat » (Art. III de la Convention de Madrid), avec recours possible à la force publique locale en cas de besoin. Contre les récalcitrants, le Consul a les pouvoirs suivants : d'abord la prison ; puis, en ce qui concerne les protégés, le retrait de la protection ; pour les nationaux, c'est le rapatriement forcé par mesure d'intérêt général : en droit administratif français, cet acte de haute police n'est pas susceptible de recours devant le Conseil d'Etat.

2°. — *Droit de juridiction.*

A l'origine, les Consuls étaient seulement « intercesseurs », en cas de contestation entre leurs ressortissants et les indigènes ; et, à l'intérieur de leur « nation », ils jouaient simplement le rôle d'arbitres. Le droit de juridiction consulaire proprement dit a son fondement dans les articles XII et suivants du Traité de Saint-Germain-en-Laye, déjà cité. Le Traité de commerce hispano-marocain de 1861, dont les parties relatives au régime des capitulations ont été particulièrement soignées, consacre l'exercice du droit de juridiction, tel qu'il a été pratiqué jusqu'à nos jours.

La juridiction consulaire s'étend aux matières civile, commerciale et pénale du droit. Sont justiciables de cette juridiction : 1° les nationaux et les protégés défendeurs ; 2° les indigènes et les étrangers demandeurs qui, par application de la règle *Actor sequitur forum rei*, auront

engagé une instance devant la juridiction envisagée et seront de ce fait liés par le contrat judiciaire qu'ils auront conclu.

La procédure et les règles générales de compétence des tribunaux consulaires sont fixées par les Etats au nom desquels ils rendent la justice (1). Dans les matières de statut personnel, ils appliquent la loi nationale des parties. Dans les matières mobilières et commerciales, de beaucoup les plus fréquentes, ils s'inspirent de la loi nationale, des usages locaux et de la règle *locus regit actum*. Dans les matières immobilières, soumises à la *lex rei sitæ*, ils doivent se déclarer incompétents et renvoyer les parties devant le juge coranique ; toutefois, suivant une jurisprudence constante, les tribunaux consulaires se reconnaissent compétents lorsque des ressortissants étrangers sont seuls en cause. En matière pénale, les consuls appliquent la loi de l'Etat qu'ils représentent ; leur compétence se borne à la répression des délits et contraventions.

La compétence des tribunaux consulaires à l'égard des protégés appartenant à la religion musulmane cesse de s'exercer dans les matières tenant au statut personnel, mariages, divorces et successions notamment ; la légis-

(1) Le fonctionnement des tribunaux consulaires français a été réglé par l'Edit de 1778 ; leur compétence était celle des tribunaux de première instance : la juridiction d'appel était la Cour d'Aix. — L'Angleterre, par l'Ordre en Conseil marocain de 1889, a institué un code de procédure spécial à ses juridictions consulaires au Maroc ; la juridiction d'appel est la Cour de Gibraltar.

lation applicable à ces matières ayant été édictée dans le Koran, le juge coranique se trouve être le seul qualifié pour l'interpréter et l'appliquer. Mêmes restrictions en ce qui concerne les protégés israélites : les questions intéressant leur statut personnel relèvent du juge rabbinique. A l'égard des Européens, au contraire, le juge consulaire est juge de droit commun.

3°. — *Fonctions administratives.*

Les fonctions administratives des consuls sont naturellement très variées, puisque ces agents cumulent tous les pouvoirs administratifs et judiciaires dans leur ressort. Ils sont officiers de l'état-civil, officiers de police judiciaire et officiers ministériels ; ils perçoivent les taxes judiciaires, les taxes de chancellerie et de navigation, les impôts et contributions dûs par leurs ressortissants, nationaux et protégés ; ils sont liquidateurs judiciaires, administrateurs de la succession de leurs nationaux décédés, curateurs aux biens des absents ; ils contrôlent enfin les administrations postales et les écoles créées en territoire marocain par les Etats qu'ils représentent (1) ; ils sont aussi les intermédiaires de leurs ressortissants auprès des autorités territoriales constituées. Pour l'exercice de ces diverses fonctions, ils sont aidés ou suppléés par le vice-

(1) Depuis la fondation de l'Office des Postes du Protectorat, les postes anglaises subsistent seules en zone française. Il n'y a, dans notre zone, que des écoles françaises ; il en existe aussi à Tanger, concurremment avec les écoles espagnoles.

consul et le chancelier. L'Art. III de la Convention de Madrid leur donne la latitude de prendre, parmi les Marocains, leur secrétaire, leur interprète, leur « soldat » et deux domestiques ; tout ce personnel jouit de la protection consulaire.

B) LES RESSORTISSANTS ETRANGERS

Les étrangers résidant au Maroc bénéficient du privilège d'extranéité, basé sur la fiction d'exterritorialité. Ce privilège entraîne pour eux des avantages importants : ils échappent de toute façon à l'emprise des autorités locales ; ils ont leur consul pour juge naturel en toute matière ; quand ils acquittent leurs impositions, ils le font entre les mains de ce fonctionnaire (1). Ils ont en outre la faculté d'avoir des protégés et des associés agricoles, indigènes jouissant à des titres divers d'un régime privilégié. Ils ont enfin la latitude de créer des installations au Maroc et d'y devenir propriétaires immobiliers, sans autres restrictions que celles relatives à l'ordre et à la sécurité publiques. Leur patrimoine est placé sous la protection du consul et ce dernier intervient seul, en cas de décès, dans le règlement de leur succession (2).

(1) Jusqu'à l'avènement du Protectorat, le Sultan avait été impuissant à faire acquitter les impôts aux étrangers et protégés.

(2) Le fondement de tous ces droits ou privilèges se trouve dans les documents suivants :

Le gouvernement marocain peut demander l'expulsion d'un étranger qui s'est rendu indésirable ; mais cette mesure ne peut être mise à exécution qu'avec l'assentiment et la coopération du consul de ce dernier.

C) LES PROTÉGÉS

Le droit de protection se retrouve dans tous les pays de Capitulations et le Maroc est un de ceux où il s'est introduit le plus tardivement. La généralisation du régime des protégés et sa persistance à travers les siècles prouvent que la coutume de la protection correspond à une nécessité sociale, ou tout au moins commerciale ; et que, si elle donne lieu à des abus, elle est malgré tout un mal nécessaire dans les pays où les faiblesses du pouvoir, jointes à l'esprit de fanatisme de la population, élèvent une barrière infranchissable à la pénétration pacifique du

Traités franco-marocains des 29 janvier 1682, 28 mai 1767, 19 août 1863 ;

Traité de commerce anglo-marocain du 9 décembre 1856 (articles 1 et 4).

Traité de commerce hispano-marocain du 20 novembre 1861 : (articles 4 à 23) ;

Acte de la Conférence de Madrid du 3 juillet 1880 (articles 11 à 13) ;

Règlement fiscal de Tanger du 30 mars 1881.

A noter que l'Allemagne, dans le traité de commerce qu'elle passa avec le Maroc le 1^{er} juin 1890, ne fit insérer aucune clause relative au régime des Capitulations, car le droit au traitement de la nation la plus favorisée lui était acquis en vertu de l'art. XVII de la Convention de Madrid.

négoce étranger. Par contre, il ne subsiste aucune raison valable de maintenir ce régime lorsque les inconvénients signalés plus haut sont supprimés, comme c'est actuellement le cas pour le Maroc rénové par notre Protectorat.

Le fondement du droit de protection dans l'Empire Chérifien se trouve dans l'Article XII du Traité de Versailles du 28 mai 1767, stipulant que les gens qui seront « tant au service des consuls que des marchands ne seront empêchés dans leurs fonctions, et ceux du pays seront libres de toute imposition et charge personnelle. » Les modalités du régime de la protection ont été déterminées par le Traité franco-marocain du 19 août 1863 et par la Convention de Madrid du 3 juillet 1886. Les traités de commerce passés par l'Angleterre, l'Espagne et l'Allemagne avec le Maroc sont muets sur la question (1) ; mais le droit au traitement de la nation la plus favorisée n'a-t-il pas été créé pour bénéficier facilement des concessions obtenues par le voisin ?

On distingue trois catégories de protégés, spécialement visés par la Convention de Madrid :

1^o. — *Protégés consulaires.*

Ce sont les employés indigènes des consulats, c'est-à-dire le secrétaire, l'interprète, le « soldat » et les deux

(1) Le Traité de commerce anglo-marocain du 9 novembre 1853 déclare même, dans son article IV, que les employés indigènes des Anglais ne jouissent d'aucun privilège. La pratique est loin d'être conforme à la lettre du traité.

domestiques que les consuls peuvent prendre parmi les Marocains ; ces gens sont exempts de tout « droit, impôt ou taxe ». (Art. III de l'Acte de Madrid).

2° Les protégés politiques :

Les Etats signataires de la Convention de Madrid ont, en vertu de l'Art. XVI, chacun le droit d'accorder à douze indigènes de leur choix une protection exceptionnelle pour services rendus ; s'ils veulent dépasser ce chiffre, ils doivent obtenir à cet effet l'assentiment préalable du Sultan.

3° Protégés commerciaux ou censaux :

Cette classe de protégés, de beaucoup la plus nombreuse, la plus remuante et la plus gênante pour le Maghzen, est celle des indigènes qui bénéficient de la protection parce qu'ils sont les agents commerciaux ou les correspondants d'un étranger installé au Maroc. Entre 1880 et 1912, leur nombre s'était accru dans des proportions telles que le Maghzen voyait à chaque instant son autorité méconnue et bafouée et que l'administration des régions voisines des ports étaient pour lui une source de difficultés sans nombre. Ce déplorable état de choses n'est plus maintenant qu'un mauvais souvenir.

CARACTÈRES DE LA PROTECTION.

La protection n'est pas héréditaire (1) ; elle s'étend au toit, à la femme, aux enfants et parents mineurs du protégé (Art. VI de la Convention de Madrid). Les protégés sont justiciables des tribunaux consulaires, sauf en ce qui concerne les matières intéressant leur statut personnel, ainsi qu'il a été indiqué plus haut ; ils acquittent leurs impôts entre les mains de leur consul ; ils sont, comme les étrangers, soustraits à l'emprise des autorités administratives locales. Ils restent toutefois sujets marocains et ne peuvent se faire naturaliser à l'étranger sans l'assentiment du Maghzen, à moins de quitter le territoire du Maroc. L'autorité consulaire compétente leur délivre une carte individuelle appelée patente de protection, contre versement d'un droit de chancellerie annuel.

D) LES ASSOCIÉS AGRICOLES OU MOKHALETS

Cette catégorie d'indigènes est celle qui est visée par l'Art. IX de la Convention de Madrid ; ce sont les employés ou les associés agricoles des étrangers et protégés. Le nombre des mokhalets est beaucoup plus élevé que celui

(1) Exceptionnellement, la protection de la France est héréditaire dans la famille Ben Chimol, et celle de l'Italie dans la famille Tolédano. Ces deux familles sont originaires de Tanger.

des censeux ; les premiers ne bénéficient d'aucun des privilèges réservés aux seconds : ce sont des indigènes de droit commun. Toutefois, ils sont aussi porteurs de cartes individuelles délivrées par l'autorité consulaire et ne peuvent être arrêtés ou emprisonnés par l'autorité locale sans préavis donné au consul.

CHAPITRE SECOND

La condition actuelle de l'Empire Chérifien

SURVIVANCE DU RÉGIME DES CAPITULATIONS

1° Influence du Traité de Protectorat, de la Guerre et du Traité de Versailles sur le régime des Capitulations au Maroc.

Une institution plusieurs fois centenaire comme le régime des Capitulations ne pouvait disparaître immédiatement du seul fait de l'installation de notre Protectorat. Tout était à réorganiser dans le vieux Maroc anarchique et routinier qui se confiait à nous ; il importait d'amorcer chaque réforme avec toute la méthode et l'opportunité désirables. L'histoire rendra au Général Lyautey et à ses collaborateurs les hommages qu'ils méritent pour l'œuvre politique et administrative remarquable qu'ils accomplirent en un temps très court, dans un pays tout frémissant de subir le joug de l'étranger, mal délivré des intrigues internationales, où l'organisation pacifique devait

aller de pair avec l'action guerrière, où l'activité diplomatique devait constamment rester l'œil tendu sur les difficultés internes et externes suscitées par le développement de notre Protectorat. Cette œuvre était à peine commencée que la guerre mondiale éclatait : ce sera le grand honneur du général Lyautey d'avoir eu confiance dans la solidité de l'édifice dont il venait de jeter les fondations, mieux que cela, d'avoir eu l'habileté de profiter de la guerre pour en parachever plus vite l'agencement (1). La conflagration générale permit de provoquer presque instantanément une évolution qui aurait probablement mis de longues années à s'accomplir en temps de paix. Le Maroc n'a jamais été plus français, et uniquement français, que pendant la guerre. Les Allemands avaient disparu, leurs

(1) La moindre hésitation, le plus léger recul en août 1914 nous eussent été fatals dans ce pays musulman toujours prêt à se rebeller contre une autorité faiblissante. C'est à l'audace raisonnée de celui qui la représentait que la France doit d'avoir conservé le Maroc. La proclamation de l'état de siège, la mobilisation sur place des Français en âge de porter les armes, l'arrestation des sujets ennemis et la mise sous séquestre de leurs biens, l'expulsion des consuls allemands et austro-hongrois, jointe à la fermeture de leurs consulats, impressionnèrent au plus haut point la population indigène et la convainquirent que les Français étaient bien, les plus forts. Puis, l'on vit le hautain Karl Ficke, celui qui disait : « En cas de guerre, pas un Français ne doit sortir vivant de la Chaouïa », fusillé pour espionnage au pied du mur de clôture de sa villa de Casablanca ; puis l'on vit débarquer les prisonniers allemands mis à la disposition de nos Travaux Publics. En sorte que le turbulent Maroc fut loin d'être pendant la guerre le « guépier » que l'on avait prophétisé. Mais il y fallut « la manière ». — « Quand nous avons vu que vous arrêtiez les Allemands, avouèrent plus tard les notables Marocains, alors nous avons compris que vous étiez les maîtres » — et aussi : « Jusqu'à la guerre, nous ne savions pas que sous chaque colon français se cachait un soldat. »

ex-protégés ne cherchaient qu'à se faire pardonner leur maldonne, les alliés et les neutres ne se souvenaient plus des rivalités d'antan ; bref, l'occasion était belle pour le Gouvernement du Protectorat, qui sut admirablement tirer parti de la situation et terminer dans la guerre son ébauche d'avant-guerre (1). Le Protectorat de la France au Maroc est actuellement aussi assis, aussi accepté, aussi organisé que n'importe quel autre protectorat français, et la politique de collaboration qu'il a inaugurée avec le Maghzen chérifien continue à développer ses heureux résultats.

Le Traité de Versailles n'a fait que reconnaître les avantages que la France s'était acquis au Maroc pendant la guerre ; et l'on doit regretter que la Conférence de la Paix n'ait pas jugé bon de délivrer ce pays, émancipé par notre protectorat, des derniers liens de sa tutelle internationale. Les voies étaient ouvertes à notre diplomatie par la position avantageuse que le Gouvernement du Protectorat avait assurée à la France au Maroc, grâce à cinq ans de guerre et d'état de siège. Mais on a dû compter avec l'arrière-pensée de ceux qui voulaient faire de leurs droits dans l'Empire Chérifien l'objet d'un marchandage ultérieur. Quoiqu'il en soit, voici les résultats acquis par

(1) Au début de la guerre, deux puissances seulement, l'Espagne et la Russie, avaient renoncé aux capitulations ; à l'heure actuelle, deux nations seulement, l'Angleterre et les Etats-Unis, conservent leurs privilèges capitulaires. Quant à la superficie des territoires que nous occupons, elle est passée de 162.000 Km² au 1^{er} janvier 1914 à 235.000 Km² au 1^{er} Janvier 1919.

le Traité de Versailles : l'Allemagne renonce à tous les droits, titres ou privilèges résultant à son profit de l'Acte d'Algésiras et des accords franco-allemands du 9 février 1909 et du 4 novembre 1911 (1). Tous les traités et accords, arrangements et contrats passés par elle avec l'Empire Chérifien sont abrogés à la date du 3 août 1914. De plus l'Allemagne accepte les conséquences du Protectorat, renonce aux Capitulations et se soumet pour ses nationaux à la législation des séquestres de guerre ; en fin, la part que possédait l'Allemagne dans le capital de la Banque d'Etat sera transférée à la personne qu'indiquera le Gouvernement français (2). Des conditions analogues ont été insérées dans le traité de paix imposé à l'Autriche-Hongrie.

Etudions maintenant la situation actuelle du Maroc envisagée au point de vue de nos rapports internatio-

(1) A la suite de l'accord du 9 février 1909, accord en vertu duquel les deux contractants se déclaraient résolus à maintenir l'égalité économique au Maroc, l'Allemagne avait essayé de faire de ce pays un condominium franco-allemand. — La convention du 4 novembre 1911 consacrait l'abandon par l'Allemagne de ses prétentions politiques au Maroc et adhérait par avance à l'établissement de notre protectorat aux conditions suivantes : maintien strict de l'égalité économique et du statut d'Algésiras pour la Banque d'Etat, priorité de la construction du chemin de fer Tanger-Fez, franchise d'exportation du minerai de fer, principe de l'adjudication sans distinction de nationalité pour les travaux et fournitures nécessaires aux constructions des routes, ports, chemins de fer.

(2) Voir les articles 141 et suivants du traité du 29 juin 1919, ainsi que les documents annexés. — La Banque d'Etat, destinée dans l'esprit de l'Allemagne à combattre l'influence française et à devenir un véritable ministère international au Maroc, était une des plus lourdes servitudes imaginées par l'Acte d'Algésiras.

naux. Elle est certainement fort complexe ; c'est du côté de nos ennemis qu'elle est le plus clarifiée : vis-à-vis d'eux, nous avons les mains libres. En ce qui concerne les autres nations, il faut distinguer entre celles avec qui nous avons conclu des accords particuliers et celles qui, libres de toute tractation bilatérale, ont le droit de s'en tenir à la lettre des Conventions de Madrid et d'Algésiras. Les Etats-Unis rentrent dans ce dernier cas : vis-à-vis de ce pays qui ne nourrit au Maroc aucune ambition politique et avec qui nous n'avons pas de compétition d'intérêts territoriaux, nous devons faire preuve d'un désir sincère de pratiquer le régime d'égalité économique qui est imposé à l'Empire Chérifien par les conventions internationales ; moyennant quoi, les Etats-Unis n'auront plus de motif pour retarder davantage leur adhésion au protectorat français et leur renonciation aux Capitulations, puisque le régime qui fonctionne actuellement au Maroc offre toutes garanties à leurs ressortissants et qu'aussi bien la doctrine de Monroe les invite à borner toute leur activité politique au continent américain.

Les nations avec qui nous avons passé des accords particuliers relatifs au Maroc sont, outre l'Allemagne : l'Italie, l'Angleterre et l'Espagne. L'Italie a renoncé aux Capitulations en échange de sa liberté d'action en Tripolitaine. L'Angleterre s'est désintéressée politiquement du Maroc par l'accord du 8 avril 1904, grâce à une concession réciproque de notre part en Egypte, mais, jusqu'à ce jour, elle n'a pas renoncé aux Capitulations ; sa renonciation est escomptée toutefois pour un avenir prochain

Depuis l'organisation de notre protectorat, et sous réserve du maintien de l'égalité économique, l'Angleterre n'a, elle aussi, plus aucun motif de conserver ses Capitulations dans l'Empire Chérifien, surtout après la conclusion de l'accord franco-anglais du 24 août 1917 qui met sur pied d'égalité les marchandises françaises et anglaises introduites au Maroc par ses frontières terrestres.

L'Espagne est restée notre seul concurrent politique au Maroc. Dans la période des longues et laborieuses négociations diplomatiques qui précédèrent l'établissement de notre Protectorat, ce pays invoquait à notre rencontre ses droits historiques sur le Maghreb ; mais, à ce compte, il aurait dû en rétrocéder une large part au Portugal ; de plus, qui ne voyait que la thèse soutenue se retournait contre ses partisans ? Invoquer des droits « historiques » sur le Maroc, c'est avouer que l'on a pas su profiter de son droit de conquête primitif ; c'est donc admettre implicitement que d'autres, ayant fait leurs preuves ailleurs, sont mieux qualifiés que soi-même pour asseoir leur domination sur le pays !

L'accord franco-espagnol du 27 novembre 1912 a délimité les zones d'influence des deux nations, désireuses, dit le préambule, « de mettre en harmonie leurs intérêts au Maroc. » Bien que l'autorité nominale du Sultan soit sauvegardée sur l'ensemble du territoire marocain, cette autorité ne s'exerce en zone espagnole que par l'intermédiaire d'un Khalifa, choisi par le souverain sur une liste de deux candidats présentés par le Gouvernement espagnol ; l'administration et la police de ladite zone sont

exclusivement confiées à l'Espagne, représentée par un Haut-Commissaire. Les ressortissants et protégés des deux parties contractantes sont justiciables, dans chaque zone, des tribunaux installés par la nation qui a le contrôle de la zone. Le reste du traité définit avec minutie les relations économiques et financières de ces deux parties de l'Empire Chérifien.

Une place à part a été faite par l'Art. VII de l'accord franco-espagnol à la ville de Tanger et à sa banlieue dont le régime spécial « sera déterminé ultérieurement » ; d'où création d'une troisième zone, dite internationale. Ici, nous retrouvons le pur statut de l'Acte d'Algésiras. Seuls, les Travaux publics et les tabors de police sont aux mains d'un condominium franco-espagnol ; le reste de l'administration dépend de conseils internationaux qui ont nom : Commission d'hygiène et de voirie, Commission de la taxe urbaine, Commission de recensement de la taxe urbaine. Le corps diplomatique réside à Tanger ; avec lui s'y trouvent les collèges internationaux nés de l'acte d'Algésiras : le Comité spécial des Travaux Publics, la Commission générale des adjudications et marchés, le Comité des Douanes et la Commission des valeurs douanières. Les sièges sociaux de la Banque d'Etat du Maroc, de la Société internationale de régie co-intéressée des tabacs, de la Compagnie du chemin de fer Tanger-Fez, du Contrôle de la dette marocaine sont également à Tanger.

La question du futur statut de Tanger n'est pas encore tranchée. Nous croyons savoir cependant qu'un grand pas

pourrait être fait vers la solution de l'irritant débat qui divise depuis si longtemps la France et l'Espagne au sujet de la possession de la « Perle de la Méditerranée ». Dans un article paru à la *Dépêche Coloniale*, au début d'avril 1920, nous avons lu ce qui suit : « Moyennant la « concession de quelques privilèges moribonds, vénérables et vains que nous possédions encore en Egypte « dans l'Instruction publique, la Grande-Bretagne a « reconnu officiellement que la ville et le territoire de « Tanger étaient en zone française et qu'elle nous laissait « toute liberté de les rattacher, comme il conviendrait, « au reste de notre protectorat. » Ainsi donc, grâce à l'Angleterre qui serait enfin sortie de son attitude expectante dans la question, nous pourrions régler seuls avec l'Espagne, en toute loyauté, le statut définitif de Tanger. Il y a tout lieu de croire que l'on rendra enfin à l'autorité directe du Sultan, son légitime souverain, ce qui fut trop longtemps un territoire privé de chef. Et lorsque le dernier refuge des partisans de l'internationalisation du Maroc aura disparu, souhaitons que l'on rencontre chez toutes les puissances une égale bonne volonté à considérer comme caducs les actes ou traités qui servent à étayer une thèse aussi désuète que celle des avocats de l'indivision.

En attendant la réalisation de cet espoir, quel est actuellement le point de vue français dans la question du statut de notre Protectorat, envisagé au point de vue international ? La France ne peut pas évidemment renier la signature qu'elle a mise au bas de l'acte d'Algésiras. Mais

elle a également le droit de demander aux nations co-contractantes d'accepter les conséquences de leur adhésion, formelle ou tacite, au traité franco-allemand du 4 novembre 1911 et au traité de protectorat du 30 mars 1912 ; le premier nous laisse toute liberté d'action au Maroc, sous réserve d'y maintenir l'égalité économique ; le second confie au Gouvernement français la police du territoire marocain, le soin d'effectuer toutes les réformes utiles et le droit de représenter le Sultan à l'étranger. A l'aide de ces deux textes, nous pouvons et nous devons rester les seuls maîtres au Maroc.

Indiquons, pour finir, le résumé de la réponse donnée en mars 1920, à la question qui nous occupe par M. Perreau-Pradier, député, rapporteur du budget des fonds d'emprunt du Protectorat : L'Acte d'Algésiras conserve sa valeur en ce qui concerne notamment le statut de la Banque d'Etat, statut dont la modification devra être précédée de l'agrément des puissances alliées ou neutres signataires de l'Acte. Le principe de l'égalité douanière sera maintenu au Maroc sans limitation de durée ; par contre, la tarification actuelle (droits *ad valorem*) pourra être modifiée après entente avec les puissances qui ont des traités de commerce avec le Maroc. Enfin, le régime minier marocain ne fera pas de différence entre les intérêts français et les intérêts étrangers. Ces principes directeurs ne sont pas autre chose que l'application des articles I, IV, V et VIII du traité précité du 4 novembre 1911, conclu entre la France et l'Allemagne au sujet du Maroc.

2° *La situation comparative des diverses nations en ce qui concerne la survivance du régime des Capitulations.*

a) Liste des nations ayant renoncé aux Capitulations et date de leur renonciation :

Russie	15 janvier 1914
Luxembourg	27 février 1914
Espagne	27 février 1914
Suède	17 décembre 1914
Uruguay	22 février 1915
Grèce	15 avril 1915
Danemark	12 mai 1915
Bolivie	21 juin 1915
Japon	14 juillet 1915
Belgique	22 septembre 1915
Paraguay	30 septembre 1915
Vénézuela	8 février 1916
Italie	9 mars 1916
Portugal	6 avril 1916
Hollande	26 mai 1916
Costa-Rica	31 mai 1916

En ce qui concerne l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, le bénéfice des Capitulations leur a été enlevé par les Dahir des 5 et 13 août 1914.

b). — Effets de la renonciation :

L'abrogation des Capitulations a pour effet de faire perdre aux Consuls de la nation renonçante leurs pouvoirs de police et de juridiction ; au lieu d'être comme auparavant chefs, administrateurs et juges de leur « colonie », ils restent simplement qualifiés pour veiller aux intérêts de leurs ressortissants ; leurs rapports avec le Maghzen doivent s'exercer par l'intermédiaire des autorités françaises ; ils doivent s'interdire rigoureusement d'empiéter sur les prérogatives politiques, judiciaires et administratives du Gouvernement du Protectorat ; ils conservent jusqu'à présent leurs immunités traditionnelles, ainsi que leur caractère représentatif.

En ce qui concerne leurs fonctions administratives, ils restent officiers de l'état civil, officiers ministériels et liquidateurs des successions ouvertes, si toutefois leurs nationaux ne préfèrent s'adresser dans ces matières aux fonctionnaires du Protectorat. Ils perdent, par contre, leur qualité d'officiers de police judiciaire et celle de collecteurs des impôts et contributions. Ils doivent enfin assurer, le cas échéant, d'accord avec les autorités françaises, la suppression des postes et écoles étrangères, devenues sans objet.

Les nationaux et protégés sont justiciables des tribunaux français. Ils bénéficient des mêmes droits privés et publics que les Français, à l'exception des droits politiques ; ils acquittent les impôts et contributions dans les mêmes conditions que les Français. Une liste définitive

des protégés ayant droit, leur vie durant, aux avantages exposés ci-dessus, est arrêtée d'un commun accord entre le Gouvernement du Protectorat et le représentant de la nation renonçante ; quant aux anciens protégés qui ne sont pas compris sur cette liste, ils retombent dans le droit commun. Les mokhalets retombent également dans le droit commun ; mais, par analogie avec ce qui se pratique pour les associés agricoles et employés des Français, l'autorité de contrôle doit, dans le cas où ils auraient commis un délit, aviser préventivement leur employeur de leur arrestation, afin que les intérêts matériels de ce dernier ne puissent périlcliter par suite du manque de main-d'œuvre.

L'abrogation des Capitulations n'a pas pour effet de rendre caducs les traités ou conventions précédemment passés par le Maroc avec la nation renonçante, sauf en ce qui concerne les stipulations relatives aux Capitulations et celles qui seraient incompatibles avec l'exercice de notre Protectorat. Toutefois, les consuls ayant perdu leur droit d'expulsion, de nouvelles conventions d'extradition doivent être conclues (1). Enfin, le Maroc n'ayant plus le droit d'entretenir des relations diplomatiques directes avec les Etats étrangers, l'agent diplomatique de la nation renonçante est remplacé à Tanger par un consul qui a droit d'entrée dans les organismes internationaux créés par l'Acte d'Algésiras.

(1) C'est ce qu'a fait la Belgique par la Convention du 14 mars 1918.

SITUATIONS PARTICULIÈRES DES PRINCIPALES PUISSANCES

AU MAROC

France. — Elle est représentée à Tanger par un ministre plénipotentiaire et un consul, dans la zone espagnole par des consuls. En ce qui concerne notre zone, les Consuls de France avaient conservé l'intégralité de leurs pouvoirs jusqu'à l'établissement du Protectorat (30 mars 1912). A la suite du débarquement de notre corps d'occupation, en 1907, des instructions avaient été données par l'autorité militaire pour respecter les prérogatives consulaires ; dans le cas de litiges mettant en cause des Européens, les officiers chefs de poste ne devaient intervenir que pour maintenir ou rétablir l'ordre ; la solution judiciaire et les sanctions à intervenir étaient réservées à l'appréciation du consul compétent.

Au lendemain de l'installation du Protectorat, le Résident Général définit ainsi les rapports de l'autorité militaire et des Consuls de France : le Consul exerçait sa juridiction pleine et entière dans la ville où il résidait et dans un rayon de dix kilomètres autour de cette ville (1).

Même en dehors de ce rayon, les affaires d'ordre judiciaire étaient de sa compétence exclusive, mais il ne pouvait exercer sa juridiction qu'avec le concours de l'auto-

(1) Ce rayon myriamétrique était celui qui servait à déterminer la zone, à l'intérieur de laquelle les Européens pouvaient librement s'installer et acquérir des propriétés, en vertu de l'Art. LX de l'Acte d'Algésiras.

rité militaire ; au-delà de la zone myriamétrique, le Commandant de Région était seul compétent pour toutes les affaires d'ordre extra-judiciaire. En outre, d'une façon générale, ce chef militaire avait la charge et la responsabilité de la politique indigène ; il pouvait faire appel, en cas de besoin, au concours du Consul qui devait lui communiquer à cet effet, les renseignements qu'il possédait. Les réceptions officielles de la colonie française continuaient à avoir lieu au Consulat, sous la présidence du Consul. Enfin, un ordre de préséance suivant les grades avait été établi entre la hiérarchie consulaire et la hiérarchie militaire. Ces règles avaient été édictées pour éviter des conflits de pouvoir et des froissements qui auraient été en tout point regrettables.

Avec la promulgation des Codes marocains, et à la suite de l'installation des tribunaux français, les Consuls de France perdirent leurs pouvoirs de police et de juridiction. Ils conservèrent quelques années encore leurs fonctions administratives ; mais entre temps, pour ne pas faire supporter aux Consuls titulaires l'amertume de leur amoindrissement, on les avait remplacés par des Vice-Consuls ou par des Gérants de Consulat. Finalement, les Consulats eux-mêmes cessèrent de fonctionner en zone française ; leur suppression date de janvier 1919. Le Cabinet diplomatique de la Résidence Générale, les Parquets et greffes des tribunaux, les services administratifs régionaux, les services municipaux des villes se partagèrent les attributions et les archives des anciennes « maisons de France ».

En ce qui concerne les protégés français, il eût été injuste de leur faire une situation pire qu'à ceux des autres nations. On procéda donc à une révision de leurs droits ou titres à un régime de faveur et l'on arrêta, en août 1916, la liste définitive de ceux qui, leur vie durant, resteront justiciables des juridictions françaises (1) ; ce privilège de juridiction de nos anciens protégés ne s'étend pas, en principe, aux matières immobilières qui sont de la compétence du Cadi, ni aux questions de statut personnel qui relèvent, suivant le cas, du cadi ou du tribunal rabbinique. Un second privilège de nos ex-protégés consiste à faire leur déclaration de tertib à l'euro-péenne ; au lieu d'être pratiquement imposés d'office comme leurs coreligionnaires, ils établissent et signent chaque année, comme les Européens, une déclaration de biens imposables ; ils sont ensuite taxés sur cette déclaration, vérifiée par les contrôleurs des impôts et contributions et majorée de doubles droits en cas de dissimulation. Les ex-protégés des nations ayant renoncé aux Capitulations bénéficient des mêmes avantages que les ex-protégés français.

Espagne. — Les Espagnols viennent immédiatement après les Français dans le peuplement de notre zone d'influence. Travailleurs et prolifiques, bien adaptés au climat et au milieu, ils apportent au développement du

(1) Dans la région de la Chaouïa, ces privilégiés sont au nombre de 80 environ.

Maroc un appoint qui n'est pas négligeable (1). La liste des ex-protégés espagnols ayant droit, leur vie durant, aux privilèges juridictionnels et fiscaux dont bénéficient les protégés des puissances ayant renoncé aux Capitulations, a été arrêté définitivement, en mars 1914, au chiffre de 47 pour la zone française du Protectorat. Nous ne reviendrons pas sur ce qui a été dit plus haut, en ce qui concerne la question des rapports franco-espagnols dans l'Empire Chérifien.

Angleterre. — Cette puissance est représentée à Tanger par un Consul Général, qui exerce en même temps les fonctions d'Agent Diplomatique de la Grande-Bretagne ; des Consulats britanniques existent dans la plupart des villes importantes du Maroc ; auprès de ces Consulats fonctionnent des offices postaux anglais indépendants de l'Office des Postes du Protectorat (2).

Deux tribunaux consulaires britanniques siègent au Maroc, l'un à Tanger et l'autre à Casablanca. Le Consul

(1) Voici au 1^{er} janvier 1918, la statistique de la population urbaine européenne de notre zone : 40.090 Français, 13.517 Espagnols, 8.940 Italiens, 1.005 Anglais, 2.910 divers (Grecs, Portugais, Levantins, Belges, Scandinaves, Américains, etc.). Ces chiffres ont considérablement augmenté à l'heure actuelle ; depuis l'armistice, le mouvement d'immigration a pris de vastes proportions et a déterminé dans tout le Maroc une crise générale du logement et une plus-value immobilière remarquable.

(2) Rappelons ici que les consuls britanniques, ainsi que leurs collègues américains, jouissent encore de la plénitude des privilèges et pouvoirs étudiés plus haut dans l'exposé du régime des Capitulations.

est juge unique ; ses audiences sont assez rares (1) ; le Code de procédure applicable est l'Ordre en Conseil marocain de 1889. Outre leur loi nationale, le juge consulaire peut être obligé d'appliquer à ses ressortissants les dispositions pénales qui sanctionnent les règlements édictés par les Pouvoirs Publics dans les matières d'intérêt général. Il serait en effet contraire à l'ordre public que les nationaux et protégés des puissances ayant conservé leurs privilèges capitulaires puissent en ces matières échapper à la répression des lois. Mais pour que les règlements envisagés aient une valeur légale à l'encontre de cette classe de justiciables, il faut qu'ils aient reçu l'approbation de l'Etat privilégié : le juge consulaire peut et doit alors faire aux délinquants l'application de ce qui est devenu pour lui l'expression de la loi. L'approbation de la puissance étrangère peut être spéciale à chaque règlement : il appartient alors à la puissance protectrice, c'est-à-dire à la France, de provoquer l'adhésion souhaitée. L'approbation peut aussi être donnée d'une façon générale et anticipée pour les règlements d'une nature déterminée, ou d'une façon globale et rétrospective pour ceux qui ont déjà paru.

La solution qui a prévalu pour la Grande-Bretagne est la suivante : le Conseil Privé, par l'Ordre du 29 octo-

(1) Le Consul de France à Casablanca siégeait au contraire quatre fois par semaine, assisté de deux notables français faisant fonctions d'assesseurs ; il y avait une audience civile, une audience commerciale, une audience correctionnelle et une de simple police chaque semaine.

bre 1914, a décidé que les règlements élaborés par les autorités des villes et provinces du Maroc dans des matières se référant à une question sanitaire, de police, d'hygiène publique, de contrôle d'un port, ou à toute autre question similaire, devenaient obligatoires pour les ressortissants anglais dès qu'ils avaient reçu l'approbation du Secrétaire d'Etat au Foreign Office. Les tribunaux consulaires britanniques peuvent alors connaître de toute plainte formulée contre un ressortissant britannique pour infraction à ces règlements et prononcer contre lui la peine d'amende prévue comme sanction, de la même façon, dit l'Ordre en Conseil marocain de 1914, « que, si cette infraction était déclarée, par le présent Ordre, comme étant un délit contre le présent Ordre. »

Par une procédure analogue, ont été rendus applicables, en 1915, aux ressortissants britanniques les Dahirs ou Arrêtés réglementant la vente des spiritueux, les prohibitions d'exportation, les mines, l'exercice des professions libérales, la répression des fraudes, la police sanitaire, l'organisation des juridictions chérifiennes, le tertib et les séquestres de guerre. La juridiction consulaire anglaise est chargée de réprimer les infractions à ces textes.

Le privilège de juridiction dont bénéficient les ressortissants britanniques comporte toutefois une exception, basée sur le régime de l'état de siège encore en vigueur au Maroc. Toutes les matières sur lesquelles il a été disposé, non plus par Dahir ou Arrêté réglementaire, mais par Ordre du Général Commandant en Chef les

troupes d'occupation, obligeant l'ensemble des personnes résidant sur le territoire soumis à l'état de siège, les infractions sont de la compétence exclusive des conseils de guerre, quelle que soit la nationalité du délinquant (1).

Ainsi que nous l'avons indiqué dans une note précédente, les sujets britanniques ne sont pas très nombreux au Maroc ; par contre, ils n'y occupent pas de situations médiocres et sont pour la plupart rattachés aux vieilles et solides maisons de commerce anglaises qui ont donné à la Grande-Bretagne la première place après la France dans le commerce extérieur de l'Empire Chérifien. Une banque anglaise, la *West British Africa Bank*, a des succursales dans toutes les villes commerçantes du Maroc, et jusqu'à Marrakech.

Les protégés anglais, appelés censeux, et les employés ou associés agricoles des ressortissants britanniques, appelés mokhalets, sont titulaires de cartes individuelles signées par l'Agent Diplomatique de la Grande-Bretagne à Tanger. Cet agent fait en outre parvenir chaque année aux autorités françaises une liste exacte des censeux et mokhalets britanniques (2).

(1) Le Résident Général étant en même temps Général Commandant en Chef, on conçoit aisément la grande souplesse qui résulte du maintien de l'état de siège au profit de la liberté d'action du Protectorat. Aussi est-il à souhaiter que le régime de l'état de siège dure tout autant que les derniers vestiges du régime des Capitulations.

(2) Dans la région de la Chaouïa, l'Angleterre compte actuellement 3 protégés consulaires, une trentaine de protégés commerciaux et environ 330 mokhalets.

L'acquisition de la qualité de protégé anglais est toujours soumise par l'Agent Diplomatique de la Grande-Bretagne à l'agrément préalable du Gouvernement du Protectorat. Ce dernier fait alors ouvrir une enquête à l'effet de savoir si aucun obstacle ne s'oppose à l'octroi de la protection envisagée ; puis, suivant les résultats de l'enquête, la Résidence Générale répond au diplomate britannique que le Maghzen ne voit aucune objection à la requête, ou bien que, pour tel et tel motif, l'indigène visé ne saurait être reconnu officiellement comme protégé (1).

En ce qui concerne les mokhalets, il n'y a pas lieu à enquête préalable, puisque ces indigènes restent soumis au droit commun.

Les sujets et protégés britanniques remettent leurs déclarations annuelles de tertib à leur consul ; celui-ci perçoit l'impôt pour le compte du Maghzen et reçoit de ce chef une ristourne de 5 % sur son montant. Les déclarations sont soumises au contrôle et à la taxation de la Direction générale des Finances du Protectorat.

(1) L'enquête est menée à la diligence du Cabinet Diplomatique du Résident Général. Elle porte : 1° auprès des autorités de contrôle, en ce qui concerne la moralité du candidat, ses rapports avec les autorités locales et ses relations commerciales avec l'Européen qui a produit la demande de protection. 2° auprès du service des Domaines et du service des Habous, à l'effet de savoir si le candidat n'est pas en litige avec ces deux administrations pour une dette impayée ou un immeuble détenu indûment. — Dans les six derniers mois de l'année 1919, la région de la Chaouïa s'est enrichie de 3 à 4 protégés anglais nouveaux.

Etats-Unis. — Nous ne répèterons pas ici ce que nous avons dit pour l'Angleterre, les situations étant analogues. Les Etats-Unis ont un Consul Général à Tanger, un Consul à Casablanca depuis le mois de mars 1920, et un Agent Consulaire à Mogador ; leur juridiction consulaire siège à Tanger. Cette puissance a quatre protégés politiques à Meknès et une dizaine de protégés commerciaux dans notre zone.

Allemagne et Autriche-Hongrie. — Nous ne parlerons que pour mémoire des difficultés que l'Allemagne n'a cessé de nous créer au Maroc jusqu'à la déclaration de guerre, même après la mise en vigueur de l'accord de 1911 ; elles sont trop connues en France pour qu'il soit nécessaire de les rappeler ici (1). Disons simplement que les vieux Marocains — c'est l'épithète que se décernent volontiers

(1) Les consuls allemand et autro-hongrois entretenirent toujours des relations correctes avec les autorités du Protectorat ; cela servait à masquer leurs menées anti-françaises. Les empires centraux avaient ourdi au Maroc une vaste intrigue politique, et même guerrière, dont les fils avaient été découverts dès le temps de paix par notre Service de Renseignements, mais dont l'ampleur ne fût connue dans son ensemble que grâce à la proclamation de l'état de siège, en août 1914. Pendant les deux années qui précédèrent la guerre, on avait déjà eu plusieurs fois l'occasion de saisir, dans les cargaisons expédiées d'Allemagne, des cartouches de guerre dissimulées dans des boîtes à sardines, des fusils de guerre cachés dans des tonneaux et jusqu'à une batterie de canons Krupp démontés. Quant aux méthodes commerciales allemandes tant vantées, elles consistaient à capter le plus possible la confiance et la clientèle des indigènes par l'usage du *dumping* et des prêts à longue échéance et à faible intérêt ; on s'est rendu compte plus tard qu'aucune maison de commerce travaillant à ses frais et sans le secours de fonds secrets, n'aurait pu pratiquer, sans se ruiner, la politique commerciale des Allemands au Maroc.

les doyens de la colonie française —, veulent bien recevoir actuellement des marchandises d'Allemagne, mais ne souhaitent nullement le retour de nos anciens ennemis dans le pays, retour qui est loin d'être aussi facile qu'en France, ainsi que nous le verrons plus bas.

Les ex-protégés allemands et austro-hongrois sont devenus sujets marocains de droit commun par application des Dahirs des 5 et 13 août 1914. La liste de ces indigènes, soumis définitivement à la compétence des juridictions chérifiennes et perdant tous les privilèges acquis aux anciens protégés des autres nations, a été arrêtée au 1^{er} août 1914 (1).

Etudions maintenant les mesures de guerre qui ont été prises contre les ressortissants ennemis au Maroc.

L'état de siège était proclamé par l'Ordre du Général Commandant en Chef les troupes d'occupation en date du 2 août 1914 ; en vertu de ce texte, les pouvoirs relatifs au maintien de l'ordre et de la paix publique passaient tout entiers à l'autorité militaire ; les tribunaux militaires étaient saisis, quelle que soit la qualité des auteurs principaux et des complices, de la connaissance des crimes et délits contre l'ordre et la paix publique considérés comme attentatoires à la sûreté de l'armée ; l'au-

(1) Cette liste comprenait, pour la région de la Chaouïa, 7 protégés consulaires, 6 employés des postes allemandes, 106 censeux et 480 mokhalets allemands, 6 protégés consulaires, 3 censeux et 8 mokhalets austro-hongrois. Les Mannesmann à eux seuls avaient une centaine de mokhalets. Les protégés politiques de l'Allemagne sont également rentrés dans le droit commun.

torité militaire avait le droit de faire des perquisitions de jour et de nuit dans le domicile des citoyens, d'éloigner les individus dont les agissements pouvaient nuire à la sécurité de l'armée et du Protectorat, d'ordonner la remise des armes et des munitions et de procéder à leur recherche, enfin d'interdire les publications et réunions jugées de nature à exciter le désordre. La censure des écrits périodiques et de la correspondance privée, le régime obligatoire des passeports étaient également établis.

Les Consuls ennemis recevaient leur *exequatur* en vertu des Dahirs du 5 août 1914 en ce qui concerne l'Allemagne et du 13 août 1914 en ce qui concerne l'Autriche-Hongrie ; leurs Consulats étaient fermés ; le mobilier des Consulats et les archives étaient mis sous scellés. Les ressortissants ennemis étaient groupés dans des camps de concentration, puis expulsés ; leurs intérêts furent représentés successivement par les Etats-Unis et par la Hollande.

Les personnes de nos ennemis étant ainsi mises hors de cause, on s'occupa ensuite des biens : le Dahir du 29 septembre 1914 plaça sous séquestre les biens meubles et immeubles des Allemands et Austro-Hongrois ; les séquestres marocains présentent avec les séquestres français une différence essentielle, à savoir que leur exécution est confiée à l'autorité administrative seule ; l'autorité judiciaire ne devient compétente que pour résoudre les questions contentieuses, à la requête des parties. Le Dahir du 10 novembre 1914 édicta l'interdiction des relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie,

celui du 15 avril 1915 prohiba l'introduction de tous les produits d'origine ennemie et celui du 24 mai 1916 ordonna la déclaration de tous biens des sujets ennemis détenus à quelque titre que ce soit par de tierces personnes ; ces biens sont placés sous séquestre et leur montant sert de gage aux créances de l'Etat français contre les nations ex-ennemies (1).

Le Maroc a cessé d'être en état de guerre avec les Puissances centrales le 1^{er} décembre 1919 ; à cette date, la censure politique et le régime des passeports à destination de la France et de l'Algérie ont été supprimés. Le Traité de Versailles du 28 juin 1919 est entré en vigueur dans l'Empire Chérifien le 10 janvier 1920. Le Dahir du 9 janvier 1920 a autorisé la reprise des relations commerciales avec les nations ex-ennemies, moyennant certaines garanties. Enfin le Dahir du 11 janvier 1920 a fixé le futur statut des ressortissants allemands en zone française : l'accès, le séjour, la résidence et l'exercice de tous droits dans notre zone sont subordonnés pour les Allemands à une autorisation du Sultan, strictement personnelle, révocable *ad nutum*, énumérative des droits reconnus à l'intéressé. Les sanctions prévues en cas d'infraction à ce texte sont des peines correctionnelles suivies de la confiscation des biens, sans préjudice de l'expulsion possible du contrevenant ; la connaissance de ces affaires est réservée aux seuls tribunaux français.

(1) Cf. à ce sujet LANDRY et DÉPAULE : *les Séquestres de guerre au Maroc* (Imprimerie officielle, Rabat).

L'ORGANISATION INTERNE DE L'EMPIRE CHÉRIFIEN

I. — *Le Maghzen et les Juridictions Chérifiennes* (1)

Le Sultan. — Le Sultan du Maroc est un souverain absolu ; au point de vue interne, aucun pouvoir établi, aucune règle coutumière ne limitent son autorité, ainsi que cela se produisait dans l'ancienne France avec les Parlements et les « lois fondamentales » du royaume. Les seules restrictions à sa souveraineté proviennent de régime des Capitulations et de l'établissement de notre Protectorat (2).

L'autocratie du Sultan dérive de sa qualité de chef spirituel ; il n'a jamais prétendu au titre de Khalife, ni à celui de Commandeur des croyants, mais il est Chérif (descendant du Prophète), Chef de la communauté musulmane établie au Maroc par voie de conquête et, à ce titre, souverain spirituel et temporel de cette communauté. C'est donc surtout le prestige religieux qui sert de base de l'autorité du Sultan, car le seul lien qui unisse

(1) Le mot « Maghzen » est un terme d'acception très large, dont le sens étymologique correspond au mot « magasin » ; il signifie aussi, suivant les cas : administration, force publique. Nous l'employons ici dans le sens de Gouvernement de l'empire marocain. Les juridictions chérifiennes sont les juridictions relevant du Sultan, qui a le titre de Majesté Chérifiennne.

(2) Une autre restriction, purement accidentelle d'ailleurs et provenant de la faiblesse du pouvoir central, réside dans l'indépendance des tribus dissidentes et dans la quasi-autonomie qu'avaient su conquérir certains caïds trop éloignés du Maghzen, les grands caïds du Sud par exemple.

les musulmans est le Koran ; aussi voyait-on, au temps de l'anarchie du Maroc, certaines tribus refuser de payer la naïba (impôt) au Maghzen, mais par contre envoyer au Sultan, une hédya (don gracieux offert au chef religieux), à l'occasion des trois grandes fêtes qui se célèbrent au cours de l'année musulmane (1). De même, à la mort d'un souverain, son successeur n'est proclamé qu'à la suite d'une réunion des oulémas (docteurs de la loi) de Fez qui certifient, dans un acte solennel appelé « biïa », que le nouveau Sultan est orthodoxe et jouit de toutes les qualités morales et physiques requises par la religion musulmane pour devenir le chef de l'Empire, après Allah ; la « biïa » est ensuite envoyée pour approbation aux oulémas des autres villes, puis lue dans toutes les mosquées, où la prière se fait à partir de cette date au nom du nouveau Sultan (2).

Etant souverain absolu, le Sultan exerce à la fois le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif ; la justice est rendue en son nom par les fonctionnaires investis à cet effet. Les actes portant l'expression de la volonté du souverain s'appellent Dahirs ; ils sont revêtus du sceau impérial et promulgués par le Résident Général, en appli-

(1) Ces fêtes sont : l'Aïd-el-Kébir, fête du mouton, commémoration de l'holocauste offert par Abraham ; l'Aïd-es-Sghir, fin du jeûne du Ramadan ; et le Mouloud, anniversaire de la naissance du Prophète.

(3) Le Sultan actuel du Maroc, Moulay-Youssef, a été proclamé le 13 août 1912.

cation du traité de Protectorat du 30 mars 1912 (1). Les Dahirs chérifiens ont le caractère objectif et obligatoire de la loi ; par conséquent, aucune voie de recours n'est possible contre eux, même de la part des étrangers (1).

Le Maghzen. — I. — Administration centrale. — Le Maghzen Central se compose du Grand-Vizir, des Vizirs de la Justice, des Domaines et des Habous, de deux hauts fonctionnaires marocains délégués par le Grand-Vizir à l'Enseignement et à la Vice-Présidence du Conseil des Affaires criminelles et d'un haut fonctionnaire, chef du service de l'Interprétariat, de la Chancellerie et du Protocole. La liaison entre le Maghzen Central et la Résidence Générale est assurée par un haut fonctionnaire français qui a le titre de Conseiller du Gouvernement Chérifien.

Le Grand-Vizir est le chef du Maghzen et le dépositaire de tous les pouvoirs du Sultan ; c'est lui qui nomme et révoque tous les fonctionnaires chérifiens, quelles que

(1) Voici le préambule consacré de tous les Dahirs : « Louange à Dieu seul. (Grand Sceau de Moulay Youssef).

« A nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

« Que l'on sache que les présentes (puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur !)

« Que Notre Majesté Chérifienne.

« Considérant qu'il importe (suivent les motifs du dahir).

« A décrété ce qui suit : (suit le texte du Dahir).

(2) C'est ce qui explique, ainsi que nous le verrons à la fin de notre étude, que le contentieux administratif de l'annulation n'ait pas été organisé au Maroc, car les décisions administratives empruntent la forme de Dahirs ou d'Arrêtés Viziriels dans la plupart des cas.

soient leur qualité ou leur nationalité. Les décisions du Grand-Vizir portent le nom d'Arrêtés viziriels ; elles sont promulguées par le Résident Général et, comme les Dahirs, ne sont susceptibles d'aucune voie de recours. Le Vizir de la Justice est juge d'appel des cadis (juges coraniques) ; il soumet à l'agrément du Sultan la nomination et la révocation de ces magistrats ; il nomme et révoque lui-même les adoul (notaires). Les Vizirs des Domaines et des Habous dirigent respectivement la gestion des biens maghzen (propriétés domaniales) et des biens habous (fondations pieuses). Le Dahir du 4 août 1918 a institué un Haut Tribunal Chérifien, qui siège à Rabat, sous la présidence d'un délégué du Grand-Vizir ; ce tribunal comprend deux chambres : une Chambre des appels contre les jugements rendus par les Pachas et Caïds, et une Chambre criminelle qui est seule compétente, à l'égard des Marocains, pour connaître des crimes et délits passibles de peines supérieures à deux ans de prison et 2.000 francs d'amende (1). Ce tribunal est dessaisi lorsque les faits reprochés au justiciable marocain tombent sous le coup d'une autre juridiction : tribunaux français, conseils de guerre, tribunaux consulaires. Il fonctionne avec l'assistance d'un Commissaire du Gouvernement français.

(1) Au nombre de ces infractions, citons : la rebellion, l'homicide, le viol, le rapt, l'incendie volontaire, la concussion, le faux, la fabrication de fausse monnaie et de faux poids, le vol avec circonstances aggravantes, le vol avec récidive.

II). — Administration locale. — Nous ne parlerons que pour mémoire des Oumana (intendants) qui, aux Douanes, aux Domaines, aux Habous, doublent les fonctionnaires français chargés du contrôle ou de la direction de ces services. Nous étudierons plus spécialement les deux catégories de fonctionnaires dont l'influence est prépondérante dans la vie sociale marocaine : ce sont les Pachas ou Caïds et les Cadis (2).

Pachas et Caïds. — Les représentants locaux des Sultans sont les Pachas dans les villes et les Caïds dans les tribus. Ils exercent leur autorité sous le contrôle de l'administration française qui homologue leurs arrêtés. Dans le cadre régional comme dans le cadre gouvernemental, le principe du Protectorat est fidèlement respecté : l'autorité française collabore avec l'autorité maghzénienne, elle la contrôle, mais elle ne la supplée ni ne la supprime. Toutefois, la physionomie de la politique de collaboration ne serait pas exacte si nous omettions d'ajouter qu'à tous les degrés de l'échelle administrative, les actes et les décisions de l'autorité maghzénienne ne sont valables qu'à la condition d'être avalisés par l'autorité française chargée de la contrôler.

Les fonctions des Pachas et Caïds consistent à assurer l'ordre, la sécurité et l'hygiène publique, et à prêter le concours de leur autorité à l'administration française

(2) Pachas, caïds, cadis et oumana sont nommés et révoqués par Dahir.

pour la bonne exécution des services publics. Ces fonctionnaires sont, en même temps des juges, suivant une tradition séculaire. Un Dahir du 4 août 1918 régleme leurs pouvoirs juridictionnels ; en matière pénale, ils sont juges de droit commun à l'égard des Marocains pour toutes les infractions qui ne relèvent pas directement du Medjless criminel (Haut Tribunal Chérifien) ; en matière commerciale et en matière civile mobilière, ils tranchent les affaires pour lesquelles les parties ont préféré leur tribunal à celui du Cadi, parce que plus expéditif. La juridiction des Pachas est contrôlée par les Commissaires du Gouvernement français et celle des Caïds par les Contrôleurs Civils et Officiers de Renseignements. Les jugements rendus restent soumis, le cas échéant, à l'enquête des fonctionnaires français appelés Inspecteurs des Juridictions Chérifiennes.

Cadis. — Le Cadi est le juge de droit commun des musulmans, chargé d'interpréter et d'appliquer la législation coranique. C'est en raison de sa qualité de juge religieux que les affaires concernant le statut personnel de tout musulman sont de sa compétence exclusive (1). Les

(1) Il s'agit seulement des musulmans marocains ; en ce qui concerne nos sujets musulmans non marocains, la jurisprudence des Tribunaux français du Protectorat s'est fixée en ce sens qu'ils sont, au Maroc, justiciables de la juridiction française en toutes matières. (Cf. BERGE : *La juridiction française au Maroc*, p. 171). Cette solution n'est certainement pas orthodoxe aux yeux des musulmans, mais elle est en tout cas fort bien accueillie par ceux qui en bénéficient.

litiges relatifs à toute propriété immobilière non immatriculée relèvent aussi en principe du Cadi (1) ; cette attribution de compétence a-t-elle également une cause religieuse ? On pourrait le soutenir en s'appuyant sur le principe de droit musulman d'après lequel Allah est le propriétaire éminent de toute la terre et en concède l'utilité à l'homme (2). Mais on peut aussi trouver à cette règle un motif moins mystique ; le Sultan, étant un souverain absolu, possède théoriquement toute la terre marocaine (3) ; en conséquence, les transactions immobilières ne peuvent se faire sans son agrément (4) et les litiges immobiliers doivent être portés devant un juge qui soit dans son obéissance. Enfin, un argument plus

(1) En sens inverse, les affaires relatives à des immeubles immatriculés dépendent exclusivement des tribunaux français, quelle que soit la qualité des parties.

(2) D'où la théorie musulmane de la « vivification des terres », en vertu de laquelle l'un des fondements de la propriété est la mise en valeur d'un terrain par le travail de celui qui l'occupe ; d'où encore le principe d'après lequel l'occupation fait présumer la légitime possession en faveur de l'occupant. (Cf. à ce sujet AMAR, *Organisation de la propriété foncière au Maroc*).

(3) Ce principe aurait pu être appliqué à la matière de l'expropriation pour cause d'utilité publique ; mais une mesure aussi peu libérale ne rentrait pas dans l'esprit de notre Protectorat ; le document fondamental en matière d'expropriation est le Dahir du 31 août 1914.

(4) C'est le principe posé, à l'égard des étrangers, par l'art. XI de la Convention de Madrid et par l'art LX de l'Acte d'Algésiras. L'Acte d'Algésiras donne aux Européens l'autorisation générale et anticipée d'acquérir des immeubles dans les ports ouverts au commerce et dans un rayon de 10 km. autour de ces ports, ainsi que dans certaines villes énumérativement spécifiées et dans un rayon de 2 km. autour de ces villes. A l'intérieur, le principe de l'autorisation préalable du Maghzen n'a pas été aboli.

positif encore est celui de l'Art. LX de l'Acte d'Algésiras, d'après lequel les transactions et les litiges immobiliers sont de la compétence du Cadi. Toutefois, cette compétence n'est absolue qu'à l'égard des sujets marocains et souffre des exceptions lorsque des Européens sont en cause ; nous nous proposons d'étudier plus longuement cette question dans la seconde partie de notre étude.

La justice civile indigène et la transmission de la propriété immobilière ont été réglementées par le Dahir du 7 juillet 1914. Cet important document mérite une étude spéciale. La première partie s'occupe du régime de la propriété, elle distingue trois catégories de biens :

I. Biens inaliénables. — Ce sont les routes, pistes, rivages de la mer, ports, étangs naturels, fleuves et rivières, sources, puits et abreuvoirs publics, forts et remparts des villes ; quand ces biens cessent d'être affectés à un usage public, le Maghzen seul peut en disposer.

II). Biens inaliénables sans autorisation du Maghzen. — Ce sont les habous, terres collectives, forêts, terres des tribus djïch (tribus militaires), minerais non extraits, biens du domaine privé, terres mortes (terres désertes et incultes, biens vacants et sans maître), biens des absents (faisant retour au Trésor public lorsque l'absent n'a pas d'héritier légal à l'époque où il aurait atteint l'âge de 75 ans). Il est interdit aux Caïds et aux Cadis de prêter leur concours à des transactions sur tous ces biens.

III). Biens aliénables. — Ce sont les biens ne rentrant

pas dans les deux catégories précédentes et par conséquent susceptibles d'appropriation individuelle. Toute personne désirant participer à une mutation immobilière doit passer obligatoirement par l'intermédiaire du Cadi. Ce magistrat en réfère au Caïd compétent qui avise, aux fins d'opposition le cas échéant, l'Amin (Intendant) des biens domaniaux, le Préposé aux biens des disparus et le Nadir des habous (Administrateur des fondations pieuses). Le Cadi ne passe la vente qu'après avoir reçu du Caïd l'assurance que l'immeuble en question ne rentre pas dans la catégorie des biens inaliénables.

La deuxième partie du Dahir du 7 juillet 1914 trace les règles de la procédure applicable devant le Chrâa (tribunal du Cadi). Le juge coranique doit tenir obligatoirement six registres, cotés et paraphés préalablement par le représentant du Maghzen et soumis au contrôle mensuel des autorités françaises ; au nombre de ces registres, les plus importants sont ceux des mutations immobilières, des actes de mariage ou de divorce, des successions et tutelles, des actes de procédure et jugements.

Le Cadi est juge unique, conformément à la tradition coranique ; dans les affaires délicates, avant de juger, il impose à la partie demanderesse de fournir à l'appui de ses prétentions une fétoua (consultation juridique) établie par l'un des oulémas ou muftis (jurisconsultes) agréés à cet effet par le Vizir de la Justice. Ses jugements doivent énoncer : 1° les noms, qualités et demandes des parties ; 2° le point de fait ; 3° les dires des parties ; 4° les motifs en fait et en droit ; 5° le dispositif ou

sentence ; 6° la date à laquelle le jugement est rendu, en indiquant s'il est contradictoire ou par défaut. Toute partie intéressée peut obtenir copie du jugement, au prix fixé par le tarif d'honoraires annexé au Dahir.

Le territoire du Maroc a été divisé en subdivisions judiciaires ayant chacune pour chef-lieu une ville où siège un Cadi offrant plus de garanties juridiques que les Cadis de campagne. Les jugements rendus par ces derniers peuvent, dans un délai de 45 jours, être frappés d'appel devant le Cadi du chef-lieu de subdivision judiciaire ; quant aux sentences rendues par ce dernier magistrat, elles peuvent elles-mêmes, dans un délai de deux mois, être portées devant le Vizir de la Justice qui statue définitivement, après avis d'un Conseil Supérieur d'Oulémas.

Les jugements rendus par les juridictions chérifiennes n'ont pas l'autorité de la chose jugée aux yeux des tribunaux français. Les avocats inscrits au barreau peuvent prêter leur ministère aux indigènes, sauf dans les matières touchant à la loi coranique ; pour toutes les autres matières, civiles ou pénales, soumises aux juridictions chérifiennes, ils peuvent produire des mémoires écrits en faveur de leur client, mais n'ont pas la parole à l'audience.

2° *L'indigène de droit commun*

Définition. — L'indigène de droit commun est le sujet marocain, musulman ou israélite, qui, ne bénéficiant

d'aucun des privilèges engendrés par le régime des Capitulations, est soumis à l'obédience directe et totale du Maghzen et des juridictions chérifiennes, sous le contrôle des autorités françaises.

Musulmans. — D'après les renseignements approximatifs fournis par une enquête de juillet 1917, la population indigène de la zone française serait de 5.400.000 habitants, dont un quart environ n'est pas encore soumis à notre autorité. Sur ce total, la population urbaine serait représentée par 409.000 musulmans et 75.000 israélites.

En dehors des villes ou bourgades, le « bled » est exclusivement peuplé de musulmans, arabes ou berbères suivant le cas. L'unité politique et administrative de groupement est la tribu, commandé par un Caïd dans le bled maghzen (territoire soumis) et administrée par la Djemâa (assemblée de notables) dans le bled siba (territoire dissident) ; l'unité sociale ou familiale est le douar, réunion de tentes ou de huttes en paille habitées par des indigènes descendant d'une souche commune.

L'agriculture et l'élevage sont les deux principaux moyens pacifiques d'existence du Marocain. Suivant les régions et la nature des terres, les indigènes sont plus spécialement agriculteurs, donc sédentaires, ou plus volontiers pasteurs, donc nomades. La qualité des terres influe aussi sur le *régime de la propriété*. Cette dernière est individuelle, et âprement individuelle, partout où la terre est susceptible de culture ; elle est habituellement

collective dans le cas contraire (1). La propriété individuelle est généralement assez morcelée et beaucoup de terrains restent indéfiniment en état d'indivision entre les copropriétaires (2) ; l'origine et la preuve de la propriété sont, dans beaucoup de cas, difficiles à établir et les procès immobiliers sont ceux qui alimentent le plus souvent la juridiction du Chrâa. Le régime foncier est encore loin d'être définitivement consolidé : la confusion qui y règne tient à des causes diverses, au nombre desquelles nous relèverons : 1° l'absence de cadastre ; 2° l'instabilité de la propriété avant notre Protectorat ; 3° l'indivision entre cohéritiers maintenue pendant des générations ; 4° les achats de biens litigieux faits par des Européens, la plupart du temps de très bonne foi et quelquefois, malheureusement, en parfaite connaissance de cause...

Quelle est maintenant la situation juridique de l'in-

(1) M. Amar, dans son ouvrage intitulé : *Organisation de la propriété foncière au Maroc*, distingue 4 catégories de terres : 1° les terres du Maghzen, dont une grande partie provient de confiscations ; 2° les terres mortes, c'est-à-dire celles qui sont sans propriétaire actuel ; 3° les terres de tribu, c'est-à-dire les terres collectives comparables à nos biens communaux et les terres concédées par le Sultan en jouissance personnelle aux membres d'une tribu, en échange d'un service guerrier (tribus djich) ou d'une redevance fiscale (tribus de naïba) ; 4° les terres de propriété privée (terres melk).

(2) La grande cause de l'indivision est le régime successoral compliqué qui procède du Koran ; il se caractérise par l'abondance des héritiers réservataires, la restriction des dispositions testamentaires au tiers de la succession et la complexité des droits successoraux due aux parentés créées par la polygamie et les divorces successifs.

digène depuis l'établissement de notre Protectorat ? Comme par le passé, il continue à n'avoir aucune action sur la vie politique du pays ; toutefois, des notables indigènes, musulmans et israélites, nommés par le Maghzen, font partie des Chambres d'agriculture et de commerce et des Commissions municipales qui ont été créées par le Gouvernement du Protectorat.

Conformément aux stipulations du Traité de Protectorat, le Marocain conserve le libre exercice de la religion musulmane et des institutions religieuses, notamment de celle des habous. Ses biens sont sauvegardés et le contrôle des autorités françaises lui en assure la paisible possession ; la pratique du cantonnement des tribus est employée rarement et seulement dans l'intérêt supérieur de la colonisation (1). Un Dahir du 21 novembre 1916 a créé les Djemaas (Assemblées) de tribu, dont les membres sont nommés pour un an par arrêté viziriel ; les Djemaas se réunissent sur convocation du Caïd, président, et en présence d'un fonctionnaire du Contrôle ; elles n'ont pas de caractère politique, mais fournissent des indications ou avis concernant les intérêts de la tribu, gèrent les biens collectifs, soutiennent en justice toutes instances nécessaires à la sauvegarde des intérêts collec-

(1) Un Dahir du 18 mars 1919 retranche environ 7.000 hectares aux terres antérieurement concédées en jouissance à la tribu djich des Cherarda, dans le but de créer le centre de colonisation de Petitjean. Le reste des terres occupées par les Cherarda est distribué entre les 4 fractions de cette tribu en toute et définitive propriété.

tifs de la tribu, et enfin constituent l'armature des sociétés indigènes de prévoyance agricole (1).

Le Marocain n'est pas soumis au service militaire obligatoire ; les régiments levés au Maroc pendant la guerre se composaient exclusivement d'engagés. Il est par contre astreint aux charges fiscales du *tertib* qui s'acquittent en argent.

Le Dahir qui réglemente le *tertib* est celui du 10 mars 1915. L'assiette de cet impôt porte : 1° sur les cultures annuelles, au nombre desquelles les plus importantes sont le blé, l'orge et les fèves ; 2° sur les arbres fruitiers, parmi lesquels les oliviers, orangers, figuiers et les vignes ; 3° sur le bétail : chameaux, chevaux, mulets, ânes, bœufs, porcs, moutons et chèvres. Les cultures annuelles sont imposées d'après leur rendement à l'hectare, calculé suivant des barèmes variables avec la qualité de la récolte ; les arbres fruitiers, la vigne, et le bétail supportent un impôt de capitation. Le mode de calcul du *tertib* dû par les indigènes de droit commun s'est jusqu'ici composé de deux opérations : 1° chaque année, au printemps, une Commission de recensement opère dans chaque tribu, sous la présidence du Caïd et le contrôle d'un fonctionnaire français ; elle inscrit sur un carnet à souche la déclaration de matière imposable faite

(1) Les sociétés indigènes de prévoyance sont réglementées par le Dahir du 26 mai 1917. Elles ont pour but de consentir des prêts d'argent et de semences aux cultivateurs. Les fonds dont elles disposent sont alimentés par des centimes additionnels au *tertib*, des subventions, etc....

obligatoirement par chaque indigène et délivre à celui-ci récépissé de sa déclaration ; 2° après avoir vérifié l'exactitude des déclarations, l'autorité de Contrôle fait parvenir les registres à souche qui les contiennent à la Direction Générale des Finances. Celle-ci établit les rôles d'imposition calculés d'après un tarif annuel fixé par Dahir ; ces rôles sont ensuite envoyés aux Caïds, qui sont chargés de faire rentrer l'impôt et reçoivent à titre de rémunération une légère ristourne sur le montant des perceptions.

Outre le tertib, les contributions qui sont en vigueur au Maroc se composent de diverses *taxes* dont la création ou la consolidation sont d'origine internationale. Ce sont : 1° les droits de marché, perçus sur les transactions dans les souks (marchés publics) ; 2° les droits de porte, perçus sur les marchandises à leur entrée en ville — ces deux catégories de droits sont visées par le règlement fiscal de Tanger du 30 mars 1881 — ; 3° les droits de timbre et de mutation sur les ventes d'immeubles ; 4° la taxe sur les constructions urbaines — ces deux catégories de taxes remontent à l'Acte d'Algésiras. A ces taxes s'ajoutent les droits de douane et divers impôts de consommation, qui ont été établis soit par l'Acte d'Algésiras, soit par le Gouvernement du Protectorat.

Les taxes énumérées ci-dessus sont applicables aux Européens et aux protégés ; elles ont été réorganisées par le Gouvernement du Protectorat ; la taxe urbaine, notamment, est réglementée par le Dahir du 24 juillet 1918 ; les impôts de l'enregistrement et du timbre sont

respectivement fixés par les Dahirs des 11 mars 1915 et 15 décembre 1917 (1).

Israélites. — Depuis l'installation de notre Protectorat, les israélites sont sortis de l'état misérable dans lequel ils étaient maintenus au Maroc et leur situation a radicalement changé d'aspect. Ils habitent presque tous les villes où ils se sont spécialisés dans les nombreuses branches du commerce et du courtage.

Aucune différence de traitement n'est faite par l'Administration entre le musulman et le juif. Tout sujet marocain, quelle que soit sa religion, jouit des mêmes droits publics et privés et est astreint aux mêmes charges fiscales.

Les israélites ont le libre exercice de leur religion et gèrent librement leurs fondations pieuses, appelées heq-desh.

Des Dahirs, en date du 22 mai 1918, ont donné un statut légal au régime dont bénéficient les israélites marocains. Ces derniers sont, comme les musulmans, justiciables des tribunaux des Pachas et Caïds, pour les affaires qui sont de la compétence de ces fonctionnaires maghzéniens ; en ce qui concerne les questions immobilières, ils relèvent de la juridiction du Chrâa. Mais en tout ce qui a trait à leur statut personnel, les israélites ont

(1) C'est pour mémoire seulement que nous parlons, à l'occasion du tortib, des textes régissant les contributions en vigueur dans l'Empire Chérifien, car l'organisation financière du Maroc ne rentre pas dans le cadre de notre étude.

maintenant des tribunaux rabbiniques, composés d'un rabbin président, de deux rabbins juges et d'un greffier nommés par arrêté viziriel ; ces tribunaux fonctionnent dans les grandes villes et connaissent seuls des affaires contentieuses de leur circonscription ; dans les centres de l'intérieur, les communautés juives sont groupées sous l'autorité d'un rabbin délégué, compétent seulement pour l'exercice de la juridiction gracieuse. Le corps des notaires israélites, nommés par arrêté viziriel, a été réorganisé. Enfin, un Haut Tribunal rabbinique a été créé à Rabat ; il fonctionne comme juge d'appel des tribunaux rabbiniques locaux et a la même composition qu'eux.

Dans les villes érigées en municipalités, les juifs ont le droit de constituer des « communautés israélites » composées de 4 à 10 membres nommés par arrêté viziriel et ayant pour principales attributions l'assistance aux indigents et la gestion des fondations pieuses (heqdesh) ; leur budget est alimenté par des quêtes et par les revenus des heqdesh et des taxes israélites ; ces institutions sont présidées, suivant le cas, par le grand-rabbin ou par le rabbin délégué et soumises au contrôle d'un fonctionnaire français, dénommé Inspecteur des Communautés israélites.

DEUXIÈME PARTIE

LA CONDITION DES ÉTRANGERS

CHAPITRE PREMIER

Considérations générales

I. — *Définition de l'étranger.* — Aux yeux du Maghzen, est étranger tout individu qui n'est pas sujet marocain. Les sujets marocains sont les indigènes de droit commun et les protégés ; leur naturalisation à l'étranger est inopérante à l'égard du Maghzen si elle a été obtenue sans l'assentiment préalable du Sultan.

Les Français sont, en droit strict, des étrangers dans l'Empire Chérifien, au même titre que les autres Européens. Est-ce à dire qu'ils soient aussi des étrangers vis-à-vis de l'Administration du Protectorat ? Evidemment non, et c'est, au fond, la seule chose qui importe. Ils sont

citoyens de l'Etat protecteur et cette qualité leur confère un double privilège : une situation morale exceptionnelle à l'égard des sujets de l'Etat protégé et le bénéfice spécial de droits politiques qui ne sont pas accordés aux ressortissants des autres nations.

L'étude de l'organisation du Protectorat va nous permettre de saisir la condition de l'étranger au Maroc. Le statut du Français nous apparaîtra comme plus avantageux que celui de l'étranger proprement dit, et personne ne saurait y trouver à redire ; mais indiquons tout de suite que ce statut ne pourra être identique à celui du citoyen métropolitain.

Ce sera un statut *sui generis*, adapté aux contingences locales. On a parlé à ce sujet d'une *Capitis deminutio* qui frapperait le Français débarquant au Maroc ; le mot n'est pas exact si on l'entend comme un amoindrissement moral de l'individu ; toutefois, son sens historique reste vrai : le citoyen romain qui franchissait les limites du territoire de ses ancêtres gardait évidemment la pleine jouissance de ses droits, mais la faculté qu'il avait d'exercer ces mêmes droits dans les autres parties de l'Empire était restreinte ou modifiée. Il en est de même actuellement à l'égard du Français quittant la Métropole pour un pays de Protectorat. Les droits qu'il tire de sa qualité de citoyen, et notamment ses droits politiques, ne peuvent demeurer intangibles, car le milieu social où il est transplanté devient totalement différent. Et ce serait une mesure impolitique à tous égards que d'introduire en bloc, par esprit de généralisation systématique, les principes

qui dominent notre vie publique dans un pays comme le Maroc, où les institutions internes déjà établies et les conventions internationales ont créé une situation de droit et de fait nullement comparable à celle de la Métropole.

II. — *Le principe du Protectorat.* — Les considérations précédentes prendront toute leur valeur à la lumière du principe du Protectorat, que nous allons essayer de dégager. Ce principe s'inspire de trois idées directrices :

1° Collaboration des autorités française et Maghrébienne ;

2° Egalité économique pour toutes les nations ;

3° Situation privilégiée de la France et de ses ressortissants au point de vue politique, militaire et administratif.

1° *Principe de collaboration.* — Ce principe n'est que l'aboutissant des accords conclus avec le Maroc ou à son sujet. Le maintien de la souveraineté du Sultan est garanti solennellement par l'Acte d'Algésiras, par l'accord franco-allemand de 1911, par l'accord franco-espagnol de 1912 et enfin par le Traité de Protectorat. Aux termes de l'Art. 1^{er} du dernier Traité, le régime des réformes administratives, judiciaires, scolaires, économiques, financières et militaires que le Gouvernement de la République Française jugera utile d'introduire sur le territoire marocain, d'accord avec le Sultan, sauvegardera la situation religieuse, le respect et le prestige traditionnel de

S. M. Chérifienne, l'exercice de la religion musulmane et des institutions religieuses : il comportera l'organisation d'un Maghzen chérifien réformé. Aux termes de l'Art IV, les mesures que nécessitera le régime du Protectorat seront édictées, sur la proposition du Gouvernement français, par S. M. Chérifienne ou par les autorités auxquelles elle en aura délégué le pouvoir. Lesdites mesures seront enfin, conformément à l'Art. V, approuvées et promulguées par le Commissaire Résident Général, dépositaire de tous les pouvoirs de la République au Maroc.

Tels sont les textes sur lesquels est fondée la politique dite de collaboration. La doctrine du Protectorat en cette matière a été définie avec autorité par le regretté Colonel Berriau, ancien Directeur des Affaires Indigènes et du Service des Renseignements, au cours d'une conférence faite en mai 1918 ; citons ses propres paroles :

« Elle n'est point nouvelle cette doctrine ; les théoriciens en ont établi le principe et la Tunisie en a fait, pour la première fois, l'expérience sérieuse. Mais jamais, dans aucun domaine colonial, ce régime de Protectorat n'a été appliqué avec autant de sincérité, aussi loyalement, aussi complètement qu'au Maroc. Le Général Lyautey, au cours de sa longue vie coloniale, en avait apprécié les vertus en les opposant aux vices de l'administration directe, et il sut, au Maroc, y amener les plus rebelles et pénétrer tous les esprits de sa foi agissante. Il n'est point, en effet, de formule de gouvernement plus souple, plus compréhensive, plus favorable aux réalisations rapides que ce régime qui as-

« sure la collaboration et l'association constante et intime du protecteur et du protégé, dans l'étude des multiples problèmes qui se posent à l'Européen sur une terre où les hommes, les institutions, les coutumes, les croyances, les éléments eux-mêmes se présentent sous des aspects si différents des nôtres ; — collaboration par en haut du Sultan et du Résident Général dans une association constante de leurs efforts, dans le travail en commun des Directions du Protectorat avec les organes parallèles du Maghzen ; — collaboration par en bas par l'action conjuguée, harmonisée à tous les degrés des Chefs indigènes et des agents de contrôle ; — respect des traditions et des formes, utilisation jusqu'à l'extrême limite des rouages administratifs, des institutions et des influences pré-existantes ; — absorption au profit de notre œuvre de restauration et de reconstruction de toutes les forces morales, de toutes les volontés, de toutes les énergies et de toutes les influences. »

2° *Egalité économique pour toutes les nations*, — Ce principe est garanti par l'Acte d'Algésiras et par tous les accords que nous avons passés au sujet du Maroc avec de tierces puissances ; il s'impose à l'action de la France au Maroc comme une nécessité inéluctable et comme une mesure de bonne foi à l'égard de ses co-contractants.

3° *Situation privilégiée de la France et de ses ressortissants*. — Le principe de l'égalité économique une fois

sauf, la France tire de sa qualité de seule puissance protectrice du Maroc une situation privilégiée pour elle et ses ressortissants dans l'ordre politique, militaire et administratif.

Aux termes du Traité de Protectorat, le Gouvernement français peut procéder à toutes occupations militaires du territoire marocain qu'il jugera nécessaires au maintien de l'ordre et de la sécurité des transactions et exercer toute action de police sur terre et dans les eaux marocaines. Le Commissaire Résident Général sera le seul intermédiaire du Sultan auprès des représentants étrangers ; les agents diplomatiques et consulaires de la France seront chargés de la représentation et de la protection des sujets et des intérêts marocains à l'étranger. Enfin le Sultan s'interdit de conclure aucun acte ayant un caractère international, de contracter aucun emprunt, ni d'accorder aucune concession sans l'autorisation du Gouvernement français.

Les ressortissants français sont privilégiés par rapport aux étrangers en ce sens que les pouvoirs publics et les tribunaux sont français, que le corps d'occupation et les services de police sont français, enfin que la législation applicable aux Européens a été et est élaborée par des Français. L'exercice des droits politiques reconnus dans l'Empire Chérifien est également réservé exclusivement aux Français ; citons, parmi les plus appréciables, l'aptitude à remplir des fonctions publiques et à être électeur et éligible aux Chambres d'Agriculture et de Commerce instituées par le Gouvernement du Protectorat.

CHAPITRE SECOND

L'Organisation politique du Protectorat

I. — *Le Commissaire Résident Général.* — Les pouvoirs du Commissaire Résident Général ont été déterminés par le décret du 11 juin 1912.

Le Commissaire Résident Général est le dépositaire de tous les pouvoirs de la République dans l'Empire Chérifien. Il est le seul intermédiaire du Sultan auprès des représentants des puissances étrangères. Il approuve et promulgue, au nom du Gouvernement de la République, les *Dahirs* rendus par S. M. Chérifienne. Il dirige tous les services administratifs. Il a le commandement en chef des forces de terre et la disposition des forces navales. Il communique, par l'entremise du Ministre des Affaires Etrangères, avec les divers membres du Gouvernement de la République.

En vertu du décret du 5 juin 1918, relatif à la défense des côtes de l'Afrique du Nord, le Commissaire Résident Général est seul responsable, vis-à-vis du Gouvernement, des mesures nécessaires à la défense et à la sécurité du ter-

ritoire placé sous son autorité ; le Chef de la Division Navale du Maroc est placé sous sa haute autorité en ce qui concerne la défense du littoral contre l'ennemi flottant.

Le Commissaire Résident Général est assisté d'un Cabinet Diplomatique, d'un Cabinet Politique, d'un Cabinet Civil et d'un Cabinet Militaire.

II. — *Le Délégué à la Résidence Générale.* — Le Délégué à la Résidence Générale tient ses pouvoirs du décret du 19 mai 1917.

Il est chargé des fonctions de Secrétaire Général du Protectorat, assure la centralisation des affaires civiles et administratives et, au nom et sous l'autorité du Commissaire Résident Général, la Direction et le Contrôle général de l'Administration civile de l'Empire Chérifien. Il a la délégation de la signature du Résident Général dans la correspondance avec le Ministère des Affaires Etrangères. Il remplace le Commissaire Résident Général en cas d'absence ou d'empêchement.

III. — *La Résidence Générale.* — Les grands services centraux de l'Administration du Protectorat fonctionnent à la Résidence Générale, à Rabat. Ce sont :

Le Secrétariat Général du Protectorat ;

La Direction Générale des Travaux Publics ;

La Direction Générale des Finances ;

La Trésorerie Générale du Protectorat ;

La Direction Générale des Services de Santé et de l'Hygiène Publiques ;

La Direction des Affaires Civiles ;

La Direction des Affaires Indigènes et du Service des Renseignements ;

La Direction des Affaires Chérifiennes ;

La Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation ;

La Direction de l'Enseignement ;

La Direction des Chemins de Fer Militaires ;

L'Office des Postes et Télégraphes ;

Le Service des Contrôles Civils ; le Service du Personnel, des Etudes Législatives et du Bulletin Officiel ; le Service des Domaines ; le Service du Plan des Villes ; le Service de la Conservation de la propriété foncière ; le Service des Eaux et Forêts ; le Service de l'Hydraulique , le Service des Antiquités, Beaux-Arts et Monuments historiques.

IV. — *Les droits politiques.* — Nous avons déjà indiqué que les étrangers proprement dits ne sauraient jouir de droits politiques au Maroc. Quant aux Français, il est évident qu'ils ne peuvent exercer la plénitude de leurs droits politiques dans un pays comme le Maroc où subsiste la souveraineté interne et où les principes du droit public sont tout différents de ceux qui sont en vigueur en France.

Les Français sont toutefois représentés dans les organismes suivants :

1. — Conseil de Gouvernement. — Ce conseil a été

créé par une décision du Résident Général en date du 18 mai 1919 : il est composé par les Directeurs de la Résidence Générale, les Présidents des Chambres de Commerce et d'Agriculture et les Présidents des Comités d'études économiques. Ses réunions sont mensuelles. La réalisation des grandes questions intéressant la vie administrative et économique du Protectorat est étudiée et discutée en Conseil de Gouvernement.

2. — Comités d'études économiques. — Ces Comités ont été créés au cours de la guerre dans les principales villes du Maroc ; ils comprennent le Chef de Région, le Chef des Services Municipaux, les membres de la Chambre de Commerce et des membres choisis par la Résidence Générale parmi les notabilités du commerce ou de l'industrie. Ils sont chargés de donner leur avis sur les questions dont ils sont saisis par l'Administration et peuvent lui présenter des vœux.

3. — Commissions municipales. — Il existe une commission municipale dans toute ville érigée en municipalité ; les membres en sont nommés par la Résidence Générale parmi les notabilités françaises, musulmanes et israélites de la ville. La Commission municipale est chargée de donner des avis ou autorisée à présenter des vœux au Chef des Services Municipaux, soit en ce qui concerne les services ou les besoins de la municipalité, soit en ce qui a trait à l'élaboration du budget municipal ; ce budget est dressé et exécuté par le Chef des Ser-

vices Municipaux et approuvé par arrêté du Grand-Vizir.

Les textes applicables à l'organisation municipale sont les Dahirs des 16 avril 1914 et 8 avril 1917.

4. — Chambres consultatives d'Agriculture et de Commerce. — Des Chambres d'agriculture et de commerce ont été créées dans les principales villes du Maroc dès le début de l'organisation de notre Protectorat, au fur et à mesure des nécessités locales.

Jusqu'à ces derniers temps, les Chambres d'agriculture et les Chambres de Commerce, — les Chambres mixtes d'Agriculture et de Commerce dans les villes de seconde importance —, étaient composées de membres choisis par la Résidence Générale. Elles étaient et demeurent divisées en deux sections : la section française, et la section indigène, composée de musulmans et d'israélites sujets marocains. Les sections sont autonomes, indépendantes l'une de l'autre, mais peuvent néanmoins délibérer en commun si le besoin s'en fait sentir.

Les sections indigènes restent, comme par le passé, composées de membres nommés par la Résidence.

Quant aux sections françaises, elles sont dès maintenant composées de membres élus, en exécution des arrêtés résidentiels du 1^{er} juin 1919, portant création de *Chambres françaises consultatives d'Agriculture et de Commerce* et de Chambres Mixtes. Les premières élections ont eu lieu au printemps de 1920 ; leur date est fixée par arrêté résidentiel ; le nombre des sièges à pourvoir, par Chapitre, varie de 10 à 18, suivant le nombre des électeurs.

a). — Régime électoral. — Les membres des *Chambres Françaises d'Agriculture* et ceux des *Chambres Françaises de Commerce* sont élus pour 6 ans, toujours rééligibles, et renouvelables par moitié tous les 3 ans. Ceux des *Chambres Françaises Mixtes d'Agriculture et de Commerce* sont élus pour 4 ans, toujours rééligibles et renouvelables par moitié tous les deux ans.

Les conditions communes requises pour être admis à l'électorat sont d'être Français, sans distinction de sexe, âgé de 25 ans révolus, et de résider depuis six mois au moins dans la circonscription où doit se faire l'élection ; il faut en outre : 1° pour les *Chambres d'Agriculture* : être propriétaire, agriculteur, régisseur ou colon partiaire ; 2° pour les *Chambres de Commerce* : être patenté, directeur de maison ou de société commerciale ou industrielle, agent de change, banquier, courtier ou capitaine de navire ; 3° pour les *Chambres Mixtes* : présenter l'une des qualités énumérées ci-dessus.

Les incapacités électorales sont fixées par les arrêtés résidentiels du 1^{er} juin 1919 ; elles frappent les fonctionnaires et militaires en activité de service, ainsi que les individus pourvus d'un casier judiciaire. La production du bulletin n° 3 du casier judiciaire est essentielle pour être admis sur une liste électorale.

Les conditions requises pour l'éligibilité sont d'être inscrit sur une liste électorale, âgé de 30 ans révolus, du sexe masculin, et de ne pas être frappé d'incapacité électorale à la date de l'élection.

Les élections se font au scrutin de liste ; le vote a lieu

par suffrage direct ou par correspondance. Il y a deux tours de scrutin ; pour être élu au premier tour, il faut réunir la majorité absolue et un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits ; le second tour a lieu quinze jours après le premier tour et l'élection s'y fait à la majorité relative. Nul ne peut être électeur ni éligible à deux Chambres différentes.

Les listes électorales sont dressées et les opérations électorales contrôlées par une Commission administrative annuelle. La juridiction d'appel pour le contentieux électoral est la Cour d'appel de Rabat (Dahir du 30 juin 1919).

b). — Fonctionnement des Chambres Consultatives françaises. — Les Chambres Consultatives élisent leur bureau composé d'un Président, de deux Vice-Présidents, d'un Secrétaire et d'un Trésorier ; l'élection du bureau a lieu chaque année en janvier. Les Chambres se réunissent une fois par trimestre ; des sessions exceptionnelles peuvent avoir lieu sur convocation du Résident Général, ou sur l'initiative du Président de la Chambre, ou à la demande de la moitié plus un de ses membres ; les délibérations ne sont valables que si la moitié plus un de ses membres sont présents. Ces assemblées jouissent de la personnalité civile accordée aux établissements d'utilité publique par le Dahir du 24 mai 1914 sur les associations. Leur budget est alimenté par des cotisations, dons, legs, subventions, emprunts, impositions et taxes autorisées à leur profit ; ce budget est soumis à l'approbation du Directeur de l'Agriculture, avec lequel les Chambres cor-

respondent directement. Elles peuvent présenter des vœux et donner au Gouvernement les avis et renseignements qui leur sont demandés, gérer des établissements d'utilité publique par fondation directe ou par concession obtenue de l'Administration. Elles fournissent chaque année au Gouvernement, un rapport sur leurs travaux et sur l'exécution de leur budget.

**

Il ressort des explications précédentes que la représentation des Français dans les corps constitués du Maroc n'est pas orientée dans le sens politique proprement dit, mais dans le sens de la représentation des intérêts. C'est une orientation très sage qui, tout en faisant leur part aux droits légitimes des colons français, tient compte des contingences locales et s'harmonise avec les tendances les plus modernes des Etats européens, où la défense des intérêts corporatifs prend de plus en plus d'importance, aux yeux du grand public, au détriment des purs concepts politiques.

V. — *Les droits publics.* — Les étrangers jouissent au Maroc de la plupart des droits publics qui sont en vigueur dans tous les pays civilisés. Nous allons examiner successivement les droits qui leur sont plus spécialement garantis.

1°. — *Liberté de conscience et des cultes.* — Cette liberté a de lointaines origines au Maroc, ainsi que nous

l'avons indiqué dans l'exposé du régime des Capitulations. Elle a été garantie par de nombreux traités, notamment les traités franco-marocains du 3 septembre 1630 et du 29 janvier 1682 et le Traité de Commerce hispano-marocain du 20 novembre 1861.

Le Gouvernement du Protectorat reconnaît tous les cultes et garde entre eux une neutralité absolue. Les privilèges religieux que l'Espagne s'était assurés au Maroc ont été supprimés dans la zone française par application de l'Art. VII du Traité franco-espagnol du 27 mai 1912.

2°. — Liberté individuelle et liberté d'aller et venir. — L'un des buts du régime des Capitulations était de garantir aux Européens la liberté de leur personne et de leurs actes, en les soustrayant à l'emprise des autorités territoriales. Aussi la liberté de l'individu a-t-elle été consacrée par la plupart des traités que le Maroc a passés au cours des âges avec les nations européennes ; elle s'exerce actuellement sans aucune entrave. Le droit d'aller et venir n'est restreint que par l'obligation de se munir d'un passeport faite aux voyageurs se rendant autre part qu'en France ou en Algérie et par l'interdiction d'aller, sans autorisation, dans les contrées du Maroc appartenant à la zone dite d'insécurité.

3°. — Liberté d'association (Dahir du 24 mai 1914). — Les associations formées par deux ou plusieurs personnes mettant en commun de façon permanente leurs connaissances, leur activité ou leurs ressources dans un but autre

que de partager des bénéfices peuvent se fonder dans les conditions suivantes : leur existence légale dépend de l'envoi fait à l'autorité administrative de contrôle et au Procureur Commissaire du Gouvernement d'une déclaration écrite indiquant le but, le nom et le siège de l'association, ses statuts et les noms et adresses des fondateurs. Mais cette existence est soumise à une autorisation gouvernementale, toujours révocable, qui doit être donnée dans les trois mois faisant suite à la déclaration susvisée ; l'autorisation est implicite si aucune réponse n'est parvenue à l'expiration de ce délai. Toute association régulièrement autorisée peut ester en justice, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer les cotisations versées par ses membres, ainsi que les locaux et immeubles strictement indispensables à l'accomplissement du but de l'association.

Les établissements et les associations d'utilité publique qui sont reconnus comme tels par Dahir peuvent posséder les biens meubles ou immeubles nécessaires au but poursuivi et acquérir à titre onéreux et à titre gratuit entre vifs ou testamentaire ; leur comptabilité est fixée et contrôlée par la Direction Générale des Finances.

Les associations syndicales de propriétaires peuvent fonctionner dans des conditions analogues à celles qui sont fixées en France ; le texte qui leur est applicable est le Dahir du 12 novembre 1917.

Le droit syndical proprement dit n'a pas été réglementé au Maroc, et les syndicats n'y ont pas d'existence légale.

4°. — Liberté de réunion (Dahir du 26 mars 1914). —

Les réunions publiques ne sont pas soumises à autorisation préalable et peuvent se tenir librement, sous réserve d'une déclaration signée de deux personnes et remise 24 heures à l'avance à l'autorité administrative de Contrôle, précisant le jour, l'heure et l'objet de la réunion.

Les réunions publiques doivent être dirigées par un bureau, composé d'un président et de deux assesseurs ; l'administration a le droit de s'y faire représenter et de les dissoudre si elles deviennent dangereuses pour le maintien de l'ordre ou si elles donnent lieu à des troubles quelconques.

Un Dahir du 6 mars 1914 interdit les attroupements armés ou susceptibles de nuire à la tranquillité publique. L'emploi de la force armée peut être utilisé pour dissiper ces attroupements, après trois sommations faites par un fonctionnaire qualifié pour veiller au maintien de l'ordre. Des arrêtés de l'autorité administrative peuvent interdire le port d'emblèmes, drapeaux, signes de ralliement susceptibles de nuire à la tranquillité publique.

5°. — Régime de la presse (Dahir du 27 avril 1914). —

Tout ouvrage imprimé doit porter le nom et l'adresse de l'imprimeur et être déposé en deux exemplaires aux Archives du Gouvernement Chérifien.

La presse quotidienne ou périodique est soumise au régime suivant : cautionnement obligatoire de 6.000 fr. imposé aux journaux — ce cautionnement est réduit à 3.000 francs pour les journaux ayant un caractère tech-

nique —, obligation pour tout journal d'avoir un gérant responsable, dont la nationalité sera celle de la langue servant à la rédaction du journal. Avant de faire paraître une feuille périodique, son fondateur doit envoyer au Parquet une déclaration contenant le titre du journal, son imprimerie, le nom, l'adresse et la nationalité du gérant, ainsi que le mode de publication de la feuille, et joindre à cette déclaration un certificat du Trésor constatant le dépôt du cautionnement exigé. Toutes ces prescriptions sont sanctionnées par des peines correctionnelles pour les contrevenants. Les provocations aux crimes et délits faites par la voie de la presse, dans les réunions publiques, ou par tout autre moyen de publication, tombent sous le coup du Code pénal français. Les délits contre la chose publique, les Chefs d'Etat et Agents Diplomatiques étrangers et les personnes publiques et privées, commis par la voie de la presse, sont punis de peines correctionnelles appliquées par les tribunaux français.

Deux exemplaires de chaque feuille publiée par tout quotidien ou périodique doivent être envoyés au Parquet et aux Archives du Gouvernement Chérifien.

6°. — Liberté du travail ou de l'industrie. — Cette liberté est la conséquence normale des principes d'égalité économique entre les nations et d'égalité juridique entre leurs ressortissants qui font partie de la charte du Protectorat. Il n'est apporté à l'activité laborieuse de tous ceux qui contribuent au développement du Maroc d'autres restrictions que celles demandées par l'intérêt de la collecti-

tivité. Nous allons examiner les principales d'entre elles :

1) Abatage de certains animaux (Dahir du 29 mars 1917). — En vue de ménager le cheptel marocain, il est interdit d'abattre comme animaux de boucherie les femelles des espèces bovine et ovine susceptibles par leur âge de reproduire.

2) Vente de l'absinthe (Dahir du 26 avril 1915). — L'introduction, la fabrication, la circulation, la détention et la vente de l'absinthe et des produits similaires sont interdites en zone françaises ; les stocks de liqueur prohibée sont confisqués et détruits.

3) Débits de boissons (Dahirs des 10 janvier 1913 et 20 septembre 1914). — Il est interdit d'ouvrir un débit de boissons sans autorisation administrative délivrée sur production d'un certificat de bonnes vies et mœurs et d'un bulletin n° 3 du casier judiciaire au nom du candidat. La vente aux musulmans du vin et des spiritueux est prohibée.

4) Commerce des armes et des munitions (Dahir du 15 juin 1915). — Le commerce et l'importation privée des armes et des munitions de guerre au Maroc sont interdits en vertu du Chapitre II de l'Acte d'Algésiras, sous peine de confiscation et de peines correctionnelles pour les contrevenants.

Le commerce et l'importation des armes de chasse ou de luxe et de leurs munitions sont réglementés comme suit par le Dahir du 15 juin 1915.

Les personnes désirant se livrer au commerce des armes et munitions doivent verser un cautionnement de 5.000 francs et obtenir une licence spéciale du Gouvernement Chérifien. Elles doivent tenir un registre, coté et paraphé par l'autorité administrative, mentionnant, pour chaque vente, la description sommaire des armes et munitions vendues, le nom et le domicile de l'acheteur, le numéro et la date de son permis de port d'armes.

Aucune personne ne peut acheter ou détenir des armes de luxe, ou leurs munitions, sans être titulaire d'un permis de port d'armes accordé par l'autorité de contrôle, après enquête administrative favorable à l'intéressé. Pour se livrer ensuite à l'exercice de la chasse, il faut posséder un permis de chasse, établi par l'autorité de contrôle sur le vu du permis de port d'armes et du bulletin n° 3 du casier judiciaire de l'intéressé.

Enfin, l'introduction en zone française des armes de chasse ou de luxe et de leurs munitions n'est permise qu'aux armuriers patentés ou aux personnes titulaires d'un permis de port d'armes.

5) Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (Dahir du 25 août 1914 et Arrêté viziriel de la même date). — Les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, dont la liste est donnée par l'Arrêté viziriel du 25 août 1914 ne peuvent être créés sans autorisation administrative et seulement après enquête *de commodo et incommodo*. Ils sont divisés en deux catégories suivant leur degré d'importance ou de nocivité. La du-

rée de l'enquête est en principe d'un mois, mais elle peut être abaissée à huit jours pour les établissements de la deuxième catégorie.

L'autorisation administrative demandée peut être refusée dans l'intérêt de la sécurité de l'hygiène et de la commodité publiques, ou subordonnée à une modification de l'emplacement choisi ou des dispositions projetées ; dans ces deux cas, la décision doit être motivée.

L'autorisation accordée est toujours révocable, mais seulement dans un intérêt public et moyennant une juste indemnité.

6) Exercice des professions libérales. — L'exercice de la profession d'avocat est réglementée par les Dahirs des 12 août 1913, 18 mars 1914 et 18 novembre 1916. Rappelons que la profession d'avocat est ouverte au Maroc à toute personne pourvue du diplôme français de licencié en droit et inscrite au tableau par la Cour d'Appel de Rabat.

Les autres professions libérales sont régies par les textes suivants :

Dahir du 12 avril 1916 pour les médecins, pharmaciens, dentistes et sage femmes ;

Dahir du 12 mai 1914 pour les vétérinaires.

Les titres ou diplômes donnant droit à l'exercice de la profession envisagée sont soumis au contrôle du Secrétaire Général du Protectorat. Les autorisations d'exercice accordées sont publiées au *Bulletin Officiel*.

7) Loteries. — Elles sont interdites par le Dahir du 12 juin 1918, sauf en ce qui concerne les emprunts à lots émis par les personnes morales administratives ou par les sociétés financières agréées à cet effet.

8) Spéculations. — Stocks. — Les spéculations illicites sur les denrées et marchandises sont réprimées par le Dahir du 20 août 1917 et celles sur les loyers par le Dahir du 25 février 1920.

Les stocks de produits et denrées susceptibles de servir à l'alimentation et aux besoins essentiels de la population doivent être obligatoirement déclarés par les négociants à l'autorité administrative, en vertu de l'Ordre du Général Commandant en Chef les Troupes d'Occupation en date du 8 février 1919.

9) *Exportations. — Importations.* — Le régime des échanges ayant été bouleversé par la guerre, chaque pays a dû s'ingénier à vivre sur ses ressources propres. Au Maroc, les restrictions ou prohibitions d'exportation ont été réglementées par Ordres du Général en Chef Commandant les troupes d'occupation ; les plus importantes portaient sur le bétail et les céréales. L'Administration applique maintenant le système de l'exportation contingentée.

On ne signale pas à l'heure actuelle de prohibition d'importation.

7. — Législation ouvrière. — Il n'existe pas encore au

Maroc de législation ouvrière spéciale ; les ouvriers européens sont rares et leurs salaires généralement élevés ; la main-d'œuvre non qualifiée est exclusivement fournie par les indigènes.

Le droit de grève n'est pas reconnu légalement ; les retraites ouvrières n'ont pas encore été réglementées. La matière de la protection des travailleurs est réglée par le code des obligations et contrats et par des règlements spéciaux. Nous allons étudier principalement les textes qui traitent des accidents du travail ; ils sont insérés dans le code des obligations et contrats, au titre intitulé : Du louage de services, Art. DCCXLIX et suivants.

L'employeur est tenu de veiller : 1° à ce que les locaux fournis aux ouvriers et employés présentent toutes les conditions de salubrité et de sécurité nécessaires ; 2° à ce que les machines et objets au moyen desquels doit s'accomplir le travail soient en état de garantir contre tout danger la santé ou la vie de ceux qu'il emploie ; 3° il est tenu de prendre toutes les mesures de précaution nécessaires afin de protéger la vie et la santé de ses ouvriers et employés, dans l'accomplissement des travaux qu'ils exécutent sous sa direction et pour son compte (Art. DCCXLIX).

L'employeur répond de toutes contraventions aux dispositions qui précèdent, d'après les règles établies pour les délits et quasi-délits. Il répond également des accidents ou sinistres dont l'ouvrier travaillant avec lui est victime en exécutant le travail qui lui a été confié, lorsque l'accident ou le sinistre a pour cause la violation ou

l'inobservation par l'employeur des règlements spéciaux relatifs à l'exercice de son industrie ou de son art (Art. DCCLIX).

Toutes les clauses ou conventions ayant pour objet de restreindre ou d'écarter la responsabilité légale de l'employeur sont sans effet (Art. DCCLI).

L'indemnité due par l'employeur au sinistré peut être réduite lorsqu'il est établi que l'accident dont l'ouvrier a été victime a été causé par son imprudence ou par sa faute. La responsabilité de l'employeur cesse complètement et aucune indemnité n'est due, lorsque l'accident a eu pour cause l'ivresse ou la faute lourde de l'employé (Art. DCCLII). Les textes servant à fixer cette responsabilité sont insérés au Code des obligations et contrats, titre : « Obligations résultant des délits et quasi-délits, Articles LXXVII, LXXVIII, LXXXIX XCIV, XCVIII et CVI. »

En vertu des articles énumérés ci-dessus, chacun est responsable du dommage moral et matériel qu'il a causé, non seulement par son fait, mais par sa faute, lorsqu'il est établi que cette faute en est la cause directe. Toute stipulation contraire est sans effet. La faute consiste à omettre ce qu'on était tenu de faire ou à faire ce dont on était tenu de s'abstenir, sans intention de causer un dommage (Art. LXXVIII). Les dommages sont évalués d'après la perte effective éprouvée par le demandeur, les dépenses nécessaires qu'il a dû ou devrait faire pour réparer les suites du préjudice causé et les gains dont il est privé, dans la mesure normale, en conséquence de ce préjudice (Art. XCVIII).

Les ouvriers victimes d'accidents du travail peuvent bénéficier de l'assistance judiciaire auprès des tribunaux français.

CHAPITRE TROISIEME

L'Organisation judiciaire du Protectorat

LES TRIBUNAUX FRANÇAIS

Les Tribunaux français ont été institués par le Dahir du 12 août 1913, relatif à l'organisation judiciaire du Protectorat français au Maroc. Leur création a été sanctionnée par décret en date du 7 septembre 1913. Une note soumise à la Commission d'organisation judiciaire du Protectorat précise ainsi le sens et la portée dudit décret :

« L'intervention d'un acte de la souveraineté française a paru avoir pour avantages certains d'affirmer
« clairement la qualité de juridictions françaises des juridictions nouvelles, de permettre le recrutement de
« leur personnel parmi les magistrats français, et de
« constater officiellement, au nom du Gouvernement
« français, que les conditions auxquelles la suppression des Capitulations se trouve subordonnée par les
« conventions diplomatiques, c'est-à-dire la mise en vi-

« gueur de l'organisation judiciaire par le traité de protectorat sont définitivement réalisées (1). »

Un tel décret est constitutionnel ; ainsi en a jugé la Cour de Cassation par son arrêt du 8 août 1889, qui reconnaît au Président de la République le pouvoir législatif en ce qui concerne les mesures à prendre pour l'exécution d'un Traité de Protectorat (2).

La conséquence du décret du 7 septembre 1913 est que les jugements rendus par les Tribunaux français du Protectorat présentent toutes les qualités des arrêts de la Justice française et sont exécutoires *de plano* partout où cette justice exerce sa juridiction (3) ; de même, le contrôle de la Cour de Cassation s'exerce sur les jugements des tribunaux français du Maroc, au même titre que sur ceux des tribunaux de la métropole (4).

Les juridictions françaises du Protectorat comprennent une Cour d'appel siégeant à Rabat, des tribunaux de première instance et des tribunaux de paix à compétence étendue : leurs jugements sont rendus : « au nom de la

(1) Cf. Codes Marocains. — Publication de l' « Office de législation et de droit international », préface de M. Louis Renault, p. XXXIII.

(2) Cf. même texte que ci-dessus, p. XXXVII.

(3) Dans le cas où le jugement doit être exécuté hors du territoire du Maroc, la formule exécutoire prévue par l'article 285 du Dahir sur la Procédure civile doit être complétée par la formule exécutoire française.

(4) Par exception, les arrêts rendus en matière administrative par la Cour de Rabat ne sont pas susceptibles de recours en cassation, sauf en cas de violation par ladite Cour du principe de la séparation des pouvoirs (article 8 du Dahir du 12 août 1913 relatif à l'organisation judiciaire du Protectorat).

République française et de S. M. le Sultan » ; le ministère public du siège porte le nom de Commissaire du gouvernement.

On a adopté, comme pour la Tunisie, le principe de l'unité de juridiction ; le même tribunal peut donc connaître de toute affaire pénale, civile, commerciale ou administrative. La procédure est écrite et la direction en est confiée au Juge ; devant les justices de paix, cependant, on a conservé la procédure orale. La vénalité des charges, les auxiliaires de la justice ont été supprimés au Maroc ; les fonctions de ces derniers sont assumées par les agents du Secrétariat des tribunaux, lesquels sont des fonctionnaires régis par le Dahir du 3 mai 1914 (1).

Le Dahir du 12 août 1913, relatif à l'organisation judiciaire, a été modifié récemment par le Dahir du 1^{er} septembre 1920, sanctionné par le décret du 2 novembre 1920. Nous analyserons ces textes plus loin, à l'occasion des règles générales de compétence des tribunaux :

LES CODES MAROCAINS

Les codes marocains ont été promulgués par le Dahir du 12 août 1913, relatif à l'administration de la Justice dans le Protéctorat français du Maroc. Ce sont :

1^o Le Dahir sur la procédure criminelle ;

(1) Cf. Codes Marocains. — Dahirs relatifs à l'organisation du personnel des secrétaires-greffiers et commis de secrétariats, p. 887.

- 2° Le Dahir sur l'assessorat en matière criminelle ;
- 3° Le Dahir sur la procédure civile ;
- 4° Le Dahir réglementant les perceptions en matière civile, administrative, criminelle et notariale ;
- 5° Le Dahir sur l'assistance judiciaire ;
- 6° Le Dahir sur la condition civile des Français et des Etrangers ;
- 7° Le Dahir formant code des obligations et contrats ;
- 8° Le Dahir formant code de commerce ;
- 9° Le Dahir sur l'immatriculation des immeubles.

On trouvera le texte de ces Dahirs soit au *Bulletin Officiel* du Protectorat, n° 46, du 12 septembre 1913, soit dans l'édition des Codes marocains publiée par les soins de l'Office de Législation et de droit international.

A. — *Exposé sommaire des principaux Dahirs*

Il n'entre pas dans le cadre de notre étude de faire une étude juridique des Dahirs marocains. Nous nous bornons à donner ci-dessous quelques indications très courtes sur le contenu de ces textes.

Le *Dahir sur la procédure criminelle* (14 articles) se borne à définir les pouvoirs des officiers de police judiciaire, des juges d'instruction et des avocats dans la matière de l'instruction des crimes et délits. Aux termes de l'Art. XII, les dispositions du code français d'instruction criminelle sont applicables en ce qu'elles n'ont rien de contraire au présent Dahir ; aux termes de l'Art. XIV, les

peines applicables aux crimes, délits et contraventions, sont celles portées par le code pénal français, toutes les fois qu'il n'en est pas autrement ordonné.

Le *Dahir sur l'assessorat* en matière criminelle (13 articles) réglemente la nomination des six assesseurs qui sont adjoints aux tribunaux de première instance siégeant en matière criminelle. Aux termes de l'Art. VII, trois de ces assesseurs sont toujours des Français. Les trois autres sont également Français si l'accusé ou l'un des accusés est Français ou protégé français ; ils sont étrangers, ou indigènes, si tous les accusés sont étrangers ou indigènes ; enfin, si les accusés sont des étrangers et des indigènes, il y a deux assesseurs étrangers et un indigène.

Le *Dahir sur la procédure civile* (557 articles), est un véritable code ; sa portée est très vaste, puisque les règles qu'il trace sont applicables en toute matière civile, commerciale ou administrative. Il traite des règles de compétence et de procédure applicables aux divers tribunaux, des fonctions des avocats, secrétaires-greffiers, interprètes et experts, des procédures en cas d'urgence, voies de recours et procédures exceptionnelles, de l'exécution des jugements et enfin de diverses procédures relatives, notamment, à l'état des personnes et aux successions.

La procédure civile marocaine a beaucoup de traits de ressemblance avec la procédure devant les Tribunaux administratifs français. Comme cette dernière, elle est écrite et se passe d'intermédiaires. Elle est introduite par une requête, signée du demandeur ou de son avocat ; le défen-

leur répond à cette requête par un mémoire écrit, et l'affaire est instruite par un juge rapporteur. La procédure écrite a seule valeur légale, car, aux termes de l'Art. CLXXXVIII : « Sont considérés comme contradictoires les jugements rendus sur les requêtes ou mémoires des parties, alors même que les parties, ou leurs mandataires ou avocats, n'auraient pas présenté d'observations orales à l'audience publique. Tous les autres jugements sont rendus par défaut. »

La plus grande initiative est laissée au juge, qui a la direction de la procédure et la conduit comme il l'entend. La législation des référés a été développée et s'étend à toutes les matières conservatoires ou urgentes. L'exécution des jugements a lieu sur réquisition de la partie bénéficiaire du jugement ; elle est demandée à la juridiction qui a rendu la sentence et est assurée par son secrétariat (Art. CCVIC) ; il n'est pas fait de saisie exécution si l'on ne peut attendre de la vente des objets saisis un produit supérieur au montant des frais de l'exécution forcée (Art. CCCII) ; l'agent d'exécution peut se faire autoriser par ordonnance à saisir conservatoirement les biens du débiteur, si cette mesure paraît nécessaire pour sauvegarder les droits du bénéficiaire du jugement (Art. CCVC).

Le *Code des obligations et contrats* (1.250 articles), traite, dans son livre premier, des causes, des modalités, du transport, des effets, de la nullité, de la rescision, de l'extinction et de la preuve des obligations en général. Les obligations résultant des quasi-contrats font l'objet des articles LXVI à LXXVI et celles résultant des délits et

quasi-délits des articles LXXVI à CVI. Le livre second traite des différentes obligations contractuelles et des privilèges des créanciers.

Le *Code de commerce* (389 articles) consacre son livre premier aux actes de commerce et son livre second aux faillites et liquidations judiciaires.

B. — *Analyse sommaire du Dahir sur la condition civile des Français et des Étrangers*

Ce Dahir en 20 articles est un petit code de droit international privé destiné à permettre aux magistrats de solutionner les conflits de lois, nombreux au Maroc. Dans une introduction audit Dahir (1), M. de Lapradelle précise l'esprit dans lequel a été rédigé ce texte. Le savant jurisconsulte commence par indiquer qu'il ne peut être question pour les tribunaux franco-marocains, « héritiers des juridictions consulaires dans un pays où, la veille encore, les ressortissants étrangers vivaient toute leur vie juridique sous la loi de l'exterritorialité », d'appliquer le droit international privé de France. On a donc réduit à ses extrêmes limites la notion de l'ordre public et laissé intact le statut personnel du Français et de l'Étranger ; aussi, la détermination de la nationalité, « base du statut personnel », prend-elle au Maroc une très grande importance.

La seconde caractéristique du Dahir est l'égalité juri-

(1) Codes Marocains, page 269.

dique de tous les justiciables : « A l'inégalité juridique
« des nationaux et des étrangers, dit M. de Lapradelle,
« se trouve ainsi substitué au Maroc, suivant le vœu de
« l'Institut international et à l'exemple des législations
« les plus avancées, le principe libéral de l'égalité civile.
« Au Maroc, les Français ont les mêmes droits privés
« qu'en France (Art. I^{er} du Dahir) et les étrangers les
« mêmes droits que les Français (Art. II) ; la règle de
« l'égalité économique, loi fondamentale du Maroc, se
« développe jusqu'à l'égalité juridique, non seulement
« dans le cercle du droit commercial, mais dans celui du
« droit privé tout entier. Les sociétés en bénéficient : elles
« ne peuvent être traitées autrement que les personnes. »

La justification dogmatique du régime de l'égalité juridique est faite ci-dessus avec trop d'autorité pour que nous nous permettions d'y contredire. Nous ferons simplement remarquer qu'il serait cependant juste que les Français aient au Maroc une situation privilégiée même au point de vue des droits privés ; car c'est après tout la France, et elle seule, qui a supporté les charges de l'organisation de l'Empire Chérifien et de la pacification de son territoire. Indiquons au surplus que les lignes de M. de Lapradelle transcrites ci-dessus datent d'avant la guerre ; nous avons vu plus haut, en examinant la condition actuelle des Allemands au Maroc, qu'elles ne pouvaient à l'heure actuelle s'appliquer à ces étrangers, en vertu du Dahir du 11 janvier 1920. Et ceci nous amène à faire ressortir incidemment l'influence que commence à prendre la notion de l'ordre public dans le nouvel Etat Ma-

rocin ; l'Empire Chérifien n'est plus le « communal européen » qu'on a décrit; sûr de lui-même dorénavant, et sous l'égide de la France, il saura développer librement ses institutions et les imposer de plus en plus au respect de tous ceux qui séjourneront sur son territoire.

Le Dahir sur la condition des étrangers pose en principe que l'état et la capacité des personnes sont régis par la loi nationale des intéressés (Art. III) ; en cas de conflit de lois, le juge saisi du litige détermine le statut personnel applicable (Art. IV) ; à défaut de nationalité connue, l'étranger est soumis, en tout ce qui concerne son état et sa capacité, à la loi française (Art. V).

Le droit de contracter mariage, le droit de demander le divorce et la séparation de corps, les dévolutions héréditaires sont régis par la loi nationale des intéressés (Art. VII, IX et X). La forme des actes peut être adaptée soit à la loi nationale des parties, soit à la loi française, soit à la législation du Protectorat, soit enfin aux lois et usages locaux (Art. X). Les conditions de fond et les effets des contrats sont déterminés par la loi à laquelle les parties ont eu l'intention expresse ou tacite de se référer ; dans le cas où cette loi ne pourrait être connue, le juge appliquera la loi du domicile commun des parties, à défaut, la loi nationale commune, ou, en dernière analyse, la loi du lieu du contrat (Art. XII).

Les Articles XI, XII, XIV et XV s'occupent du mariage et de ses effets, ainsi que de la validité du contrat de mariage ; la loi nationale du mari prévaut, conformément à l'usage général, pour la validité intrinsèque du contrat

de mariage et les effets du mariage : la validité du mariage et celle de la forme du contrat de mariage sont déterminées par la loi nationale des futurs époux, la loi française ou la législation du Protectorat.

Les obligations nées d'un délit ou quasi-délit, les biens situés sur le territoire marocain sont régis par la législation du Protectorat (Art. XVI et XVII). Ici seulement paraît dans le Dahir la notion de l'ordre public, qui a bien été, en effet, réduite à ses limites essentielles.

La révision au fonds n'est pas imposée pour l'exécution des jugements rendus à l'étranger par les tribunaux des nations ayant renoncé aux Capitulations (Art. XIX) ; mais en cas de faillite déclarée hors du Protectorat, le syndic de la faillite ne peut procéder aux voies d'exécution en territoire marocain qu'autant que l'*exequatur* aura été obtenu en faveur du jugement déclaratif de la faillite (Art. XX).

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

1°. — *Règles générales de compétence* (Dahir relatif à l'organisation judiciaire).

I) *En matière civile et commerciale*, les Tribunaux français connaissent de toutes les affaires dans lesquelles des Français ou ressortissants français sont en cause (Art. II du Dahir). C'est en vertu de ce texte que les tribunaux français se reconnaissent compétents, en toute matière, vis-à-vis des musulmans algériens, ou de nos autres sujets musulmans non marocains.

II) *En matière immobilière*, la compétence des Tribunaux français est limitée au cas où des Français, ou ressortissants français sont seuls en cause ; le tribunal jugeant en cette matière s'adjoit deux assesseurs musulmans avec voix consultative (Art. III). Toutefois, en matière possessoire, les tribunaux français connaissent de tous les litiges auxquels leurs ressortissants sont parties. Cette règle a été introduite par l'Art. II du Dahir du 1^{er} septembre 1920 précité.

III) *En matière pénale*, les Tribunaux français connaissent :

a) De tous faits qualifiés crimes, commis par des Marocains non protégés au préjudice de Français ou ressortissants français ;

b) De tous crimes ou délits, commis par des Marocains non protégés lorsque des Français ou ressortissants français seront auteurs, co-auteurs ou complices (Art. VI).

Les règles ci-dessus indiquées sont toutes applicables aux étrangers ou ressortissants étrangers des nations ne bénéficiant pas ou ne bénéficiant plus des Capitulations (Art. VII).

IV) *En matière administrative*, les Tribunaux français connaissent du contentieux de la pleine juridiction, mais non du contentieux de l'annulation. Ils doivent respecter le principe de la séparation des pouvoirs ; le recours en cassation n'est pas possible en matière administrative, si ce n'est dans le cas d'excès de pouvoir commis par les tribunaux (Art. VIII).

D'une façon générale, les Tribunaux français sont exclusivement compétents, à l'égard de toute personne, dans tous les cas se rattachant à l'exécution ou à l'interprétation d'une décision ou d'un acte de l'autorité judiciaire française. Cette dernière règle a été posée par l'Art. 1^{er} du Dahir du 1^{er} septembre 1920 précité.

2°. — *Tribunaux de paix.*

I) *Compétence en matière pénale.* — Les Tribunaux de paix statuent dans les limites de la compétence qui leur est attribuée en France. En outre, ils connaissent en premier ressort :

a) Des contraventions qui sont en France de la compétence des tribunaux correctionnels ou administratifs ;

b) De tous délits pour lesquels la loi ne prévoit qu'une peine d'amende ;

c) Des délits de vagabondage et de mendicité et de tous délits pour lesquels le maximum de la peine d'emprisonnement ne dépasse pas deux ans, à l'exception de l'abus de confiance et de la banqueroute simple (Art. IX du Dahir relatif à l'organisation judiciaire).

II) *Compétence en matière civile et commerciale* (Dahir sur la procédure civile). — Les tribunaux de paix connaissent de toutes les actions personnelles et mobilières jusqu'à 500 francs en premier ressort et jusqu'à 1.000 francs à charge d'appel (Art. 1^{er} du Dahir). Les autres règles de compétence, qui élargissent singulière-

ment le domaine des Justices de paix, sont énumérées au cours des Articles II à XV du Dahir.

Les Tribunaux de paix ont, en outre, actuellement, une compétence qui ne leur avait pas été attribuée originellement : c'est celle du possessoire des immeubles en instance d'immatriculation, dans le cas où le litige met aux prises un Européen et un indigène. Cette compétence leur a été conférée pour éviter un déni de justice ; car, jusqu'à ces derniers temps, les Cadis se déclaraient dessaisis en cette matière par le dépôt de la réquisition d'immatriculation et, de leur côté, les Tribunaux de première instance se refusaient à accueillir une instance ne touchant pas au fond du droit de propriété.

III) La *procédure* devant les Tribunaux de paix est orale; les parties comparaissent en personne ou par mandataire (Art. LXV) et sont entendues contradictoirement. Le juge peut toujours ordonner la comparution personnelle des parties (Art. LXVIII) : la cause est jugée sur-lè-champ ou renvoyée à une prochaine audience (Art. LXIX).

3°. — *Tribunaux de première instance.*

I) *Compétence en matière pénale.* — (Dahir relatif à l'organisation judiciaire).

a) *En matière correctionnelle*, les Tribunaux de première instance statuent en premier ressort sur tous les délits et contraventions dont la compétence n'est pas attribuée aux Justices de paix (Art. X du Dahir).

b) *En matière correctionnelle*, ils statuent en dernier ressort sur tous les faits qualifiés crimes, avec adjonction de six assesseurs ayant voix délibérative, tirés au sort sur des listes dressées chaque année (Art. X). Ils sont saisis par arrêt de renvoi rendu par la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel ; la décision est rendue dans les mêmes formes que les jugements en matière correctionnelle. Le condamné, la partie civile et le Ministère public ont le droit de frapper cette décision de recours en cassation (Art. XI).

II) *Compétence en matière civile et commerciale.* — (Dahir sur la procédure civile, Art. XVI).

Les Tribunaux de première instance connaissent des appels contre les jugements des Tribunaux de paix ; en premier et dernier ressort, ils connaissent également des actions personnelles et mobilières de 1.000 à 3.000 francs et des actions immobilières jusqu'à 120 francs de revenu ; en premier ressort, bien entendu, ils ont la plénitude de juridiction.

III) *Compétence en matière administrative.* — (Dahir relatif à l'organisation judiciaire, Art. VIII, et Dahir sur la procédure civile, Art. XVII).

Les Tribunaux de première instance connaissent en premier ressort et sauf appel devant la Cour ;

a) Des actions intentées contre les agents des administrations publiques pour dommages causés par leur dol ou par leur faute lourde ;

b) Des actions intentées contre les administrations publiques pour dommages causés par le fonctionnement des services publics ou la faute de leurs agents.

4°. — *Cour d'appel.*

La Cour d'appel est l'organe régulateur de la magistrature au Maroc, à tout le moins en matière administrative ; c'est assez dire l'importance de son rôle. Elle connaît spécialement des demandes en règlement des juges et des prises à partie. Les arrêts qu'elle rend en matière administrative ne sont pas susceptibles de recours en cassation, à la différence de ses arrêts en matière civile ou criminelle.

5°. — *Recours en Cassation.*

I) *En matière civile ou criminelle* : Aux termes de l'Art. XIV du Dahir relatif à l'organisation judiciaire, toute juridiction française du Protectorat devant laquelle une affaire est renvoyée après cassation doit se conformer à la décision de la Cour de cassation sur le point de droit jugé par cette Cour.

II) *En matière administrative* : Aux termes de l'Article VIII du même Dahir, le recours en cassation n'est ouvert qu'au Ministère public, et dans le cas seulement où le jugement incriminé violerait le principe de la séparation des pouvoirs ; ce recours est suspensif et l'annula-

tion prononcée par la Cour de cassation est opposable à toutes les parties en cause ; le recours est ouvert au Ministère public même dans le cas où le jugement entaché d'excès de pouvoir a été rendu en premier ressort.

LES DROITS PRIVÉS.

A. — *Les droits attachés à la personne.* — Ces droits s'exercent conformément aux règles tracées par le Dahir sur la condition des étrangers ; nous ne reviendrons pas sur ce qui a été dit plus haut à ce sujet.

B. — *Les droits relatifs au patrimoine.* — Le droit d'ester en justice est réglementé par le Dahir relatif à l'organisation judiciaire et le Dahir sur la procédure civile ; celui de passer des contrats, par le code des obligations et contrats.

Nous allons étudier plus spécialement les différents aspects du droit de propriété :

1°. — *La Propriété immobilière* (1)

Nous avons déjà indiqué que les Français et les étrangers pouvaient devenir propriétaires immobiliers au Maroc. Il n'est apporté aucune entrave à leurs achats ou transactions, à condition que ces opérations portent sur

(1) Cf. AMAR. *Organisation de la propriété foncière au Maroc.*

des immeubles de propriété individuelle situés dans la zone dite de sécurité.

Nous avons également donné plus haut les raisons pour lesquelles l'origine et la preuve du droit de propriété restaient assez aléatoires: il règne encore dans tout le régime immobilier du Maroc une grande confusion léguée par la précédente période d'anarchie. La consolidation de la propriété individuelle ne peut, dès lors, se faire que d'une manière fragmentaire, à l'occasion des incessants litiges fonciers que soulèvent entre eux les Arabes, ou par la voie facultative de la procédure d'immatriculation.

Il n'existe pas de preuve absolue de la propriété immobilière. La détention d'un titre de propriété (Dahir de concession, *istimrar et moulk* (1), série d'actes transmissifs du bien collés bout à bout) ne prouve pas péremptoirement le bien-fondé du droit actuel du titulaire:

- 1). — à cause de la multiplicité des faux titres;
- 2). — à cause de la tenue encore trop récente des registres imposés aux cadis par le Protectorat, registres qui n'avaient pas leur équivalent sous l'ancien régime;
- 3) à cause de l'enchevêtrement des droits qui peuvent coexister sur un même immeuble, par suite des indivisions et du régime matrimonial et successoral en usage chez les musulmans.

La possession ne prouve pas non plus la propriété, quoique, dit un jurisconsulte arabe, le meilleur titre soit

(1) Acte attestant le droit de propriété de l'intéressé.

la possession (1). On prouve la possession légitime par la « mouлкиya », titre juridique constatant que la possession actuelle de tel bien par tel individu est légale et décennaire et que le possesseur actuel n'a pas aliéné ce bien depuis au moins dix ans. Une « mouлкиya » ancienne n'a, par suite, aucune valeur; c'étaient pourtant les titres de ce genre qui avaient le plus de faveur auprès des premiers Européens débarqués au Maroc, dans leur ignorance de la législation locale.

La meilleure garantie de la propriété est celle qui résulte de la rencontre, chez un même individu, d'un titre de propriété authentique et d'une possession légale et décennaire.

2°. — *Le régime de l'immatriculation*

Le régime de l'immatriculation, ou système Torrens, a été successivement appliqué à plusieurs de nos colonies ou pays de protectorat, notamment à la Tunisie, à Madagascar, à l'Afrique Occidentale Française, au Congo et à la Côte des Somalis

Le texte applicable au Maroc est le Dahir sur l'immatriculation des immeubles (109 articles); ses caractéris-

(1) En droit coranique la propriété est imprescriptible; il n'y a pas d'usucapion, mais l'action en revendication du propriétaire évincé se prescrit par dix ans. Une possession légale et décennaire, c'est-à-dire une possession paisible, publique, non équivoque, exercée à titre de propriétaires depuis au moins dix ans, suffit pour que des témoins puissent valablement certifier, dans un acte officiel appelé *mouлкиya*, qu'à leur connaissance le requérant détient légitimement le bien qu'il occupe. — Cf. AMAR, *op. cit.*

liques principales sont que l'immatriculation est facultative (Art. VI) et que la procédure d'immatriculation est administrative, sauf en cas d'opposition à la demande d'immatriculation. Les Tribunaux français sont exclusivement compétents pour les litiges relatifs aux immeubles immatriculés.

Il existe au chef-lieu de chaque Tribunal de première instance un Conservateur de la propriété foncière et des hypothèques. Ce fonctionnaire est chargé de la tenue du registre foncier relatif à la circonscription du Tribunal et de l'exécution des formalités et des procédures prescrites pour l'immatriculation des immeubles (Art. IX du Dahir).

La procédure d'immatriculation débute par une réquisition d'immatriculation remise au Conservateur par la partie intéressée, avec tous documents probatifs à l'appui. Cette réquisition est insérée au *Bulletin Officiel* du Protectorat, avec un numéro d'ordre fixant le tour de priorité pour l'exécution de la procédure. Le Conservateur procède ensuite à un bornage provisoire de l'immeuble, après avoir fait toute la publicité voulue, et il dresse un plan de ce bornage. A dater de l'avis de clôture du bornage provisoire, inséré au *Bulletin Officiel*, toute partie intéressée peut faire, pendant un délai de deux mois, opposition à l'immatriculation; les oppositions sont jugées par le Tribunal de première instance, qui s'adjoit à cet effet deux assesseurs musulmans avec voix consultative; on peut faire appel du jugement devant la Cour de Rabat.

S'il n'y a pas d'opposition, ou lorsque la sentence rendue sur opposition est devenue définitive, le Conservateur délivre à l'ayant-droit un titre foncier comportant la description détaillée et la contenance de l'immeuble immatriculé, l'indication de l'état civil et du domicile du propriétaire, et celle des droits réels immobiliers existant sur l'immeuble.

Le propriétaire, à l'exclusion de toute autre personne, a droit à une copie exacte et complète du titre de propriété et du plan qui y est annexé; cette copie est nominative et le Conservateur en certifie l'authenticité. Les autres intéressés, créanciers hypothécaires notamment, n'ont droit qu'à la délivrance d'un certificat spécial (art. LVIII du Dahir).

Le titre foncier est définitif et inattaquable; il forme le point de départ unique des droits réels et des charges foncières existant sur l'immeuble au moment de l'immatriculation, à l'exclusion de tous autres droits non inscrits (Art. LXII).

Dans son titre deuxième, le Dahir sur l'immatriculation traite de la publicité et de l'inscription des droits réels immobiliers, des conventions entre vifs, des procès-verbaux de saisie immobilière, des jugements définitifs et des baux supérieurs à trois années affectant les immeubles inscrits sur les livres fonciers.

Le régime de l'immatriculation a été accueilli au Maroc avec la plus grande faveur; le nombre des réquisitions d'immatriculation va toujours croissant et les Conservations foncières sont obligées d'imposer un tour de

priorité à ces réquisitions, tour fixé par la date de leur dépôt, afin de ne pas être débordées. Les indigènes eux-mêmes, saisissant les avantages de l'immatriculation, viennent de plus en plus nombreux placer leurs immeubles urbains ou ruraux sous la garantie du régime foncier introduit par la France.

3°. — *La propriété littéraire et artistique* (Dahir du
23 juin 1916)

Le Dahir du 23 juin 1916 a pour but de protéger les droits de propriété littéraire et artistique des auteurs, quelle que soit leur nationalité. Aux termes de son article VIII: « La propriété littéraire et artistique constitue un « droit mobilier cessible et transmissible conformément « aux règles du droit civil ». Les auteurs ont seuls le droit d'autoriser la publication, la traduction, la reproduction, la représentation publique ou l'adaptation par un moyen quelconque, cinématographique ou autre, de leurs œuvres.

Il n'y a aucune formalité à remplir pour jouir au Maroc de la protection accordée à la propriété littéraire et artistique, telle qu'elle a été définie par la Convention Internationale de Berne révisée de 1908. La durée de la protection est égale à la vie de l'auteur et à une période posthume de cinquante ans au profit des héritiers ou ayants cause. Les Tribunaux français sont seuls compétents en la matière.

4°. — *La propriété industrielle* (Dahir du 23 juin 1916)

Les mots « propriété industrielle » doivent être pris dans leur acception la plus large et s'appliquent à toutes productions des industries agricoles et extractives, aux brevets d'invention et brevets industriels, aux dessins et modèles industriels et commerciaux, au nom commercial, aux marques de fabrique et de commerce.

La protection de la propriété industrielle est acquise au Maroc à tous les sujets des pays faisant partie de l'Union Internationale créée par la Convention de Paris du 20 mars 1883.

Lorsque le droit de propriété industrielle a pris naissance au Maroc, il jouit d'un droit de priorité sur les autres droits similaires nés à l'étranger; l'ordre de priorité est fixé par la date d'inscription sur les registres de l'« Office Marocain de la propriété industrielle », organisme rattaché à la Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

Les titulaires de brevets d'invention délivrés par ledit Office ont le droit exclusif d'exploiter leurs brevets au Maroc durant une période de quinze ans; les actions en nullité ou en déchéance de brevet sont portées devant les Tribunaux de première instance.

La protection des dessins et modèles industriels est assurée pendant une période de cinquante ans à compter du dépôt à l'Office Marocain d'une boîte scellée contenant le dessin ou modèle en question; ce dépôt doit être

obligatoirement renouvelé au bout d'une première période de vingt-cinq ans.

La protection des marques de fabrique et de commerce est assurée moyennant dépôt de la marque à l'Office Marocain; celle du nom commercial, moyennant inscription de ce nom au registre de commerce prévu par l'article 19 du Code de Commerce. Ce registre est tenu par les secrétaires-greffiers des Tribunaux de première instance; les inscriptions qu'il contient sont publiées au *Bulletin Officiel* et dans les feuilles d'annonces judiciaires du Protectorat. Ces inscriptions sont, jusqu'ici, facultatives.

Dans le cas de litige soulevé par une concurrence déloyale, les Tribunaux ont un pouvoir souverain d'appréciation; ils peuvent condamner la partie coupable à tous dommages et intérêts voulus.

Les objets, dessins ou machines exposés aux Expositions industrielles jouissent d'une protection temporaire de douze mois. L'usage industriel ou commercial des récompenses accordées à ces Expositions n'est licite qu'après enregistrement de la récompense à l'Office Marocain.

CHAPITRE QUATRIÈME

L'Organisation administrative du Protectorat

L'ORGANISATION RÉGIONALE DU TERRITOIRE

La zone française du Maroc est divisée en territoires soumis au régime civil et territoires soumis à l'autorité militaire. Les premiers se composent de Régions ou Circonscriptions civiles et les seconds de Subdivisions militaires.

L'administration régionale est placée sous les ordres d'un Contrôleur en chef dans les Régions Civiles ou d'un Officier général ou supérieur dans les Subdivisions militaires; le chef de l'administration régionale relève directement de la Résidence Générale.

L'administration des villes est exercée, sous le contrôle du Chef de région, par un Chef des services municipaux. L'administration du « bled » est exercée, dans les mêmes conditions, par des Contrôleurs civils chefs de contrôle, ayant sous leurs ordres des Contrôleurs civils chefs d'an-

nexe, ou par des Officiers de renseignements commandants de cercles, ayant sous leurs ordres des Officiers chefs de Bureaux de renseignements et des Officiers chefs de Bureaux-annexes.

Les agents de contrôle, Contrôleurs civils et Officiers de renseignements, en leur qualité de chefs de territoire, ont le pas sur les autres agents des services administratifs du Protectorat qui sont en fonctions dans leur circonscription.

L'ADMINISTRATION RÉGIONALE

Les fonctions des Chefs des services municipaux, Contrôleurs civils et Officiers de renseignements consistent à administrer directement la population européenne et à contrôler l'action des autorités indigènes de leur ressort.

Les Chefs des services municipaux sont aidés dans leurs fonctions par des Commissions municipales à voix consultative, présidée par le Pacha de la ville.

Les Contrôleurs civils et Officiers de renseignements exercent leurs pouvoirs seuls, sous la surveillance et la direction de leurs chefs hiérarchiques respectifs. Leurs fonctions communes les plus importantes consistent à assurer l'ordre, la sécurité et l'hygiène publique en tribu, à faire rentrer le « tertib », à faire exécuter les décisions de l'Administration supérieure et de la Justice, à contrôler l'administration des caïds et les sentences rendues par les Cadis. Ces fonctions essentielles une fois assurées,

l'activité des Contrôleurs civils est orientée plus spécialement vers la solution des multiples problèmes de la colonisation et celle des Officiers de renseignements vers la politique indigène à pratiquer vis-à-vis des tribus récemment soumises et des dissidents qui sont à leur contact immédiat.

Les Services municipaux, Contrôles civils et Bureaux de renseignements sont dotés d'un budget qui est préparé et exécuté par le chef du poste.

Les Contrôleurs civils et Officiers de renseignements, et leurs adjoints, sont officiers de police judiciaire auxiliaires du Procureur Commissaire du Gouvernement.

Les Chefs des services municipaux, Contrôleurs civils et Officiers de renseignements sont, chacun dans la limite de leur ressort, officiers de l'état civil. L'état civil, organisé par le Dahir du 4 septembre 1915, fonctionne vis à vis des Européens dans les mêmes conditions qu'en France; le double des registres de l'état civil est, comme en France, déposé au Parquet. L'état civil est facultatif pour les indigènes et ces derniers montrent peu d'empressement à bénéficier des avantages qu'il procure. La question de l'état civil indigène obligatoire est depuis longtemps à l'étude : jusqu'à ces derniers temps, on avait hésité à passer à l'application, pour des raisons de politique indigène. Toutefois un essai va être tenté dans ce sens à Casablanca, à la demande du Contrôleur en chef de la Région. Si cet essai est concluant, la mesure sera sans doute appliquée progressivement à tout le Maroc.

nexe, ou par des Officiers de renseignements commandants de cercles, ayant sous leurs ordres des Officiers chefs de Bureaux de renseignements et des Officiers chefs de Bureaux-annexes.

Les agents de contrôle, Contrôleurs civils et Officiers de renseignements, en leur qualité de chefs de territoire, ont le pas sur les autres agents des services administratifs du Protectorat qui sont en fonctions dans leur circonscription.

L'ADMINISTRATION RÉGIONALE

Les fonctions des Chefs des services municipaux, Contrôleurs civils et Officiers de renseignements consistent à administrer directement la population européenne et à contrôler l'action des autorités indigènes de leur ressort.

Les Chefs des services municipaux sont aidés dans leurs fonctions par des Commissions municipales à voix consultative, présidée par le Pacha de la ville.

Les Contrôleurs civils et Officiers de renseignements exercent leurs pouvoirs seuls, sous la surveillance et la direction de leurs chefs hiérarchiques respectifs. Leurs fonctions communes les plus importantes consistent à assurer l'ordre, la sécurité et l'hygiène publique en tribu, à faire rentrer le « tertib », à faire exécuter les décisions de l'Administration supérieure et de la Justice, à contrôler l'administration des caïds et les sentences rendues par les Cadis. Ces fonctions essentielles une fois assurées,

l'activité des Contrôleurs civils est orientée plus spécialement vers la solution des multiples problèmes de la colonisation et celle des Officiers de renseignements vers la politique indigène à pratiquer vis-à-vis des tribus récemment soumises et des dissidents qui sont à leur contact immédiat.

Les Services municipaux, Contrôles civils et Bureaux de renseignements sont dotés d'un budget qui est préparé et exécuté par le chef du poste.

Les Contrôleurs civils et Officiers de renseignements, et leurs adjoints, sont officiers de police judiciaire auxiliaires du Procureur Commissaire du Gouvernement.

Les Chefs des services municipaux, Contrôleurs civils et Officiers de renseignements sont, chacun dans la limite de leur ressort, officiers de l'état civil. L'état civil, organisé par le Dahir du 4 septembre 1915, fonctionne vis à vis des Européens dans les mêmes conditions qu'en France; le double des registres de l'état civil est, comme en France, déposé au Parquet. L'état civil est facultatif pour les indigènes et ces derniers montrent peu d'empressement à bénéficier des avantages qu'il procure. La question de l'état civil indigène obligatoire est depuis longtemps à l'étude : jusqu'à ces derniers temps, on avait hésité à passer à l'application, pour des raisons de politique indigène. Toutefois un essai va être tenté dans ce sens à Casablanca, à la demande du Contrôleur en chef de la Région. Si cet essai est concluant, la mesure sera sans doute appliquée progressivement à tout le Maroc.

b) — *Acquisition amiable*. — Quand l'immeuble acquis est immatriculé, son titre foncier est transféré au Service du Domaine public; sinon, l'Administration se fait envoyer en possession du titre arabe de propriété, inscrit l'immeuble au sommier et requiert ensuite son immatriculation.

2) — *Domaine privé*.

Les acquisitions du Domaine privé se font par l'opération de délimitation ci-dessus étudiée, par acquisition amiable, par vente-échange ou vente avec remploi d'un immeuble domanial.

LE CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

1°. — *Responsabilité de la puissance publique*.

Les textes qui fixent cette responsabilité sont insérés dans le Dahir relatif à l'organisation judiciaire (Art. VIII), le Dahir sur la procédure civile (Art. XVII), et le Code des obligations et contrats (Art. LXXIX et LXXX).

L'Etat et les Municipalités sont responsables des dommages causés directement par le fonctionnement de leurs administrations ou par les fautes de service de leurs agents. Ils peuvent, en outre, être poursuivis subsidiairement, en cas d'insolvabilité des agents qui sont déclarés personnellement responsables de dommages causés par leur dol ou par leur faute lourde.

Les Tribunaux de première instance connaissent de toutes instances tendant à faire déclarer débitrices les administrations publiques, soit à raison de l'exécution des marchés conclus par elles, soit à raison des travaux qu'elles ont ordonnés, soit à raison de tous actes de leur part ayant porté préjudice à autrui. Les mêmes juridictions connaissent des actions intentées par les administrations publiques contre les particuliers.

Il est interdit aux Tribunaux d'ordonner toutes mesures dont l'effet serait d'entraver l'action des administrations publiques, soit en portant obstacle à l'exécution des règlements pris par elles, soit en enjoignant l'exécution ou la discontinuation des travaux publics, soit en modifiant l'étendue ou le mode d'exécution desdits travaux. Les jugements, même rendus en premier ressort, qui seraient entachés d'un des excès de pouvoir ci-dessus définis, devraient être déférés à la censure de la Cour de Cassation, à la diligence du Ministère public, ainsi que nous l'avons déjà vu.

Les principes qui précèdent régissent le contentieux de la pleine juridiction, dont peuvent connaître seulement les Tribunaux du Protectorat; le contentieux de l'annulation leur échappe. Il est en effet interdit à ces tribunaux de se saisir de toute demande tendant à faire annuler ou réformer un acte quelconque d'une administration publique. En l'état actuel du droit administratif franco-marocain, il n'est donc pas possible d'obtenir par la voie contentieuse l'annulation ou la modification d'une décision administrative, car le Conseil d'Etat est incompétent

en la matière, au moins en ce qui concerne les décisions des pouvoirs chérifiens, de beaucoup les plus fréquentes. La voie de la juridiction gracieuse, c'est-à-dire de la requête à l'autorité supérieure, est la seule qui s'offre à la partie lésée; par ailleurs, cette partie a toujours la latitude d'engager une action en indemnité contre l'administration, si l'acte incriminé lui cause un préjudice direct.

2° — *Responsabilité personnelle des fonctionnaires.*

Aux termes de l'Art. LXXX du Code des obligations et contrats, les agents de l'Etat et des Municipalités sont personnellement responsables des dommages causés à autrui par leur dol ou par des fautes lourdes commises dans l'exercice de leurs fonctions.

En cas d'insolvabilité de ces agents, l'administration à laquelle ils appartiennent peut être rendue subsidiairement responsable.

Aux termes de l'Art. LXXXI du même Code, le magistrat qui forfait aux devoirs de sa charge en répond civilement envers la partie lésée, dans les cas où il y a lieu à prise à partie contre lui: la compétence en cette matière est réservée à la Cour d'appel de Rabat.

Les Tribunaux de première instance sont compétents:

- 1) Pour connaître des actions intentées contre les agents des administrations publiques à l'occasion de dommages causés par leur dol ou par leur faute lourde, ainsi que des recours subsidiaires ouverts contre l'administration en cas d'insolvabilité des fonctionnaires responsables,

2) Pour connaître des réclamations adressées contre les agents des secrétariats des Tribunaux et des actions intentées contre eux, ou subsidiairement contre l'Etat, dans les mêmes cas que précédemment.

La responsabilité des fonctionnaires est donc, en pratique, sensiblement la même au Maroc qu'en France ; les agents de l'administration répondent de leurs fautes de service devant leurs supérieurs hiérarchiques, de leur dol et de leurs fautes lourdes devant les tribunaux ; et l'Administration substitue, bénévolement ou non, sa responsabilité à celle de ses agents, sauf dans le cas où le jugement qui frappe le fonctionnaire coupable peut être exécuté intégralement sur les biens propres de ce dernier.

CONCLUSION

Nous avons essayé d'indiquer à grandes lignes le statut du nouveau Maroc et de ses diverses catégories d'habitants. La seconde partie de notre étude aura permis au lecteur d'apercevoir la physionomie toute nouvelle que prend l'Empire Chérifien, métamorphosé en dix ans d'occupation. La France n'a pas failli à la mission qu'elle avait assumée en se proposant de réorganiser le Maroc; grâce à elle, cet Etat a trouvé le don de se renouveler entièrement et de figurer désormais parmi les nations civilisées.

De légères imperfections, des erreurs de détail existent peut-être dans l'œuvre dont nous venons d'esquisser l'ordonnance. C'est l'ensemble qu'il faut apprécier si l'on veut juger cette œuvre à sa valeur. Nous avons eu pour but de dégager sommairement cet ensemble, au risque d'avoir pour simple mérite celui de synthétiser les connaissances éparses dans la mémoire de chacun.

Notre pays peut joindre à la fierté de l'œuvre accomplie dans l'« Empire Fortuné » un acte d'espérance dans l'ave-

nir; au sortir de la grande secousse mondiale, le Maroc, sorti plus grand et meilleur de l'épreuve commune, continuera son évolution vers le progrès, dans le régime du droit et par une union indissoluble avec la France.

24 Décembre 1920.

Vu:

Le Président:

PILLET.

Vu:

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPEL.

ERRATA

		<i>Au lieu de :</i>	<i>Lire :</i>
p. 23	6 ^e ligne	XII	XI
	13 ^e ligne	1886	1880
p. 29	Note (1) 1 ^{re} ligne ..	pussances	puissances
p. 41	8 ^e ligne	prncipe	principe
p. 53	4 ^e ligne	(1)	(2)
p. 56	2 ^e ligne	sont,	sont
	15 ^e ligne	des	de
p. 57	Note (3) 4 ^e ligne ..	l'expropriation	d'expropriation
p. 87	10 ^e ligne	françaises	française
p. 92	3 ^e ligne	DCCLIX	DCCL
p. 97	25 ^e ligne	XII	XIII
p. 100	1 ^{re} ligne	LXXVI	LXXVII
p. 102	16 ^e ligne	VII, IX et X	VIII, IX et XVIII
	25 ^e ligne	XII	XIII
p. 128	<i>in fine</i>	Appel	Appell

ANNEXE

Répertoire alphabétique des textes cités dans le présent ouvrage avec références au « Bulletin Officiel du Protectorat »

SOMMAIRE	TEXTES OFFICIELS	DATE ET PAGE <i>du Bulletin Officiel</i>
Abatage des animaux.	Dahir du 29 mars 1917.	23 avril 1917, p. 466.
Absinthe.	— 26 avril 1915.	3 mai 1915, p. 237.
Armes et munitions.	— 15 juin 1915.	28 juin 1915, p. 399.
Associations.	— 24 mai 1914.	12 juin 1914, p. 431.
Associations syndicales.	— 12 novembre 1917.	19 nov. 1917, p. 1277.
Attroupements.	— 6 mars 1914.	27 mars 1914, p. 184.
Chambres d'agriculture et de commerce.	Arrêtés résidentiels du 1 ^{er} juin 1919 . . .	30 juin 1919, p. 695.
Codes Marocains.	Dahirs du 12 août 1913 : Dahir sur l'organisation judiciaire; — l'administration de la justice; — la procédure criminelle; — l'assessorat; — la procédure civile; — les perceptions en matière judiciaire; — l'assistance judiciaire; — la condition des étrangers; Code des obligations et contrats; — de commerce; Dahir sur l'immatriculation des immeu- bles	12 sept. 1913, pages 12 et suivantes.
Collectivités indigènes.	Dahir du 27 avril 1919.	28 avril 1919, p. 375.
Commissaire Résident général.	Dahir du 11 juin 1912	1 ^{er} novembre 1912, p. 2.
Crédit agricole.	Dahir du 15 janvier 1919	3 février 1919, p. 73.
Débats de boissons.	— 10 janvier 1913	7 février 1913, p. 73.
Délégué à la Résidence générale.	Dahir du 19 mai 1917.	4 juin 1917, p. 611.
Djemaas de tribu.	Dahir du 21 novembre 1916	18 déc. 1916, p. 1170.
Domaine public.	— 1 ^{er} juillet 1914.	10 juillet 1914, p. 529.
—	— 3 janvier 1916.	10 janvier 1916, p. 36.
Enregistrement.	— 11 mars 1915.	15 mars 1915, p. 113.

SOMMAIRE	TEXTES OFFICIELS	DATE ET PAGE du <i>Bulletin Officiel</i>
Etablissements dange- reux, insalubres ou incommodes	Dahir du 25 août 1914	7 septembre 1914, p. 703.
—	Arrêté viziriel du 25 août 1914	— — p. 707.
Etat civil.	Dahir du 4 septembre 1915.	6 septembre 1915, p. 554.
Etat de siège.	Ordre du Général commandant en chef du 2 août 1914.	2 août 1914, p. 631.
Expropriation	Dahir du 31 août 1914.	28 sept. 1914, p. 755.
Fonds de commerce	— 31 décembre 1914	11 janvier 1915, p. 14.
Guerre de 1914-1918.	— 5 août 1914	14 août 1914, p. 654.
— —	— 13 août 1914.	21 août 1914, p. 675.
— —	— 29 septembre 1914	5 octobre 1914, p. 766.
— —	— 10 novembre 1914	16 novembre 1914, p. 825.
— —	— 4 décembre 1915.	13 décembre 1915, p. 887.
— —	— 24 mai 1916.	29 mai 1916, p. 555.
— —	— 11 janvier 1920	19 janvier 1920, p. 390.
Impôts.	— 10 mars 1915.	29 mars 1915, p. 150.
—	— 27 mars 1917	23 avril 1917, p. 465.
—	— 24 juillet 1918.	12 août 1918, p. 773.
Justice française	Décret du 7 septembre 1913 et Dahirs du 12 août 1913	12 sept. 1913, pages 8 et suivantes.
— —	— 2 novembre 1920 et Dahir du 1 ^{er} septembre 1920	16 nov. 1920, p. 1926.
Justice indigène	Dahir du 11 novembre 1913	6 février 1914, p. 83.
— —	— 7 juillet 1914.	17 juillet 1914, p. 579.
— —	— 4 août 1918	2 septembre 1918, p. 888.
Loteries	— 12 juin 1918.	1 ^{er} juillet 1918, p. 630.
Organisation militaire et administrative	Instruction générale du 19 août 1912.	8 novembre 1912, p. 9.
Organisation municipale	Dahir du 16 avril 1914.	24 avril 1914, p. 271.
— —	— 8 avril 1917	30 avril 1917, p. 486.
Professions libérales	— 12 août 1913.	12 septembre 1913, p. 24.
— —	— 12 mai 1914.	29 mai 1914, p. 385.
— —	— 12 avril 1916	24 avril 1916, p. 467.
Propriété immobilière	— 7 juillet 1914.	17 juillet 1914, p. 579.
— industrielle.	— 23 juin 1916.	10 juillet 1916, p. 690.
— littéraire.	— —	3 juillet 1916, p. 658.
Régime de la Presse	— 27 avril 1914.	1 ^{er} mai 1914, p. 296.
Réunions publiques	— 26 mars 1914	3 avril 1914, p. 206.
Sociétés indigènes de pré- voyance	— 26 mai 1917	11 juin 1917, p. 633.
Spéculations	— 20 août 1917.	3 septembre 1917, p. 966.
—	Ordre du Général en chef du 8 fév. 1919.	24 février 1919, p. 150.
Timbre.	Dahir du 15 décembre 1917	21 janvier 1918, p. 38.
Traité de protectorat	— 30 mars 1912.	1 ^{er} novembre 1912, p. 1.
Tribunaux rabbiniques.	— 22 mai 1918	27 mai 1918, p. 523.

BIBLIOGRAPHIE

PILLET. *Traité de droit international privé.*

MÉRIGNHAC. *Traité de droit public international.*

PÉLISSIE DU RAUSAS. *Les Capitulations.*

LE BOEUF. *La protection diplomatique et consulaire des indigènes au Maroc* (Thèse Paris, 1905).

SCHWOB. *La condition des étrangers au Maroc* (Thèse Paris 1907).

LARCHER. *Les Codes Marocains.*

BERGE. *La Juridiction française au Maroc.*

HOLTZ. *Traité de législation marocaine.*

MILLIOT. *Jurisprudence Chérifienne.*

AMAR. *Organisation de la propriété foncière au Maroc.*

SAURIN. *La propriété dans le droit musulman au Maroc.*

DELONCLE. *Le Statut international du Maroc.*

TARDIEU. *La Conférence d'Algésiras.*

COMTE DE GASTRIES. *Les Sources inédites de l'histoire du Maroc.*

BONNET. *Le problème marocain et la Banque d'Etat du Maroc* (Thèse Toulouse, 1912).

A. BERNARD. *Le Maroc.*

LANDRY ET DEPAULE. *Séquestres de Guerre au Maroc.*
Archives Marocaines. (Publication de la Mission scientifi-
ques du Maroc).

*Bulletin Officiel du Protectorat de la République Fran-
çaise du Maroc.*

Bulletin du Comité du Maroc.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
PREMIÈRE PARTIE : Le Régime des Capitulations :	
<i>Chapitre Premier</i> : Notions générales sur le fonc- tionnement du Régime des Capitulations au Maroc	9
<i>Chapitre Second</i> : La condition actuelle de l'Em- pire Chérifien	27
DEUXIÈME PARTIE : La Condition des Etrangers :	
<i>Chapitre Premier</i> : Considérations générales	69
<i>Chapitre Second</i> : L'organisation politique du Protectorat	75
<i>Chapitre Troisième</i> : L'organisation judiciaire du Protectorat	94
<i>Chapitre Quatrième</i> : L'organisation administra- tive du Protectorat	117
CONCLUSION	127
ANNEXE	129
BIBLIOGRAPHIE	131



